

L'ACTION NATIONALE

Volume LXX, Numéro 7

Mars 1981

\$2.

LE RÉVEIL DES CAVES

par Maurice Roy

CHANTER AU QUÉBEC, UNE NÉCESSITÉ

par Bruno Roy

ÉTAIT-CE LA VRAIE VOIX DU QUÉBEC?

par Claude Collin

CULTURE, POLITIQUE ET LANGUE

par Viateur Beaupré

TRANSCENDANCE ET CONTINGENCE

par Jean Tétreau

LE FASCISME ROUGE

par Doris Lussier

LE PROJET CONSTITUTIONNEL

par René Blanchard

CHRONIQUE DE LA LANGUE

par L'Illettré

L'ASSUREUR-VIE DANS LA CITÉ

par Jean Genest

AU FIL DE L'ACTUALITÉ

par Patrick Allen

VOUS ET NOUS

**ENSEMBLE...
POUR LA VIE**

ASSURANCE-VIE

- ✓ Avec ou sans participation
- ✓ Sécurité familiale
- ✓ Éducative
- ✓ Commerciale
- ✓ Hypothécaire

RENTES

- ✓ Viagères
- ✓ Épargne-retraite
- ✓ Écono-rente
- ✓ À versements invariables

ASSURANCE COLLECTIVE

- ✓ Vie
- ✓ Indemnité hebdomadaire
- ✓ Assurance-maladie
- ✓ Dentaire
- ✓ Rente mensuelle d'invalidité

PLANIFICATION SUCCESSORALE — CONVENTION ENTRE ASSOCIÉS



**L'ÉCONOMIE
MUTUELLE-VIE**

SIÈGE SOCIAL:

385 est, rue Sherbrooke,
Montréal, Qué H2X 3N9
Tél : 842-8221

AGENCES ET UNITÉS

Drummondville, Granby, Joliette,
Laval, Mont-Laurier, Montréal,
Ottawa, Québec, Rive Sud,
Saguenay - Lac St-Jean,
St-Hyacinthe, Sherbrooke,
Thetford-Mines.

L'ACTION NATIONALE

Volume LXX, Numéro 7

Mars 1981

\$2.

TABLE DES MATIÈRES

MAURICE ROY: Le réveil des caves	541
BRUNO ROY: Chanter au Québec, une nécessité . . .	547
CLAUDE COLLIN: Était-ce la vraie voix du Québec? .	567
VIATEUR BEAUPRÉ: Culture, politique et langue . . .	574
JEAN TÊTREAU: Transcendance et contingence . . .	581
DORIS LUSSIER: Le fascisme rouge	586
RENÉ BLANCHARD: Le projet constitutionnel	592
L'ILLETTRÉ: Chronique de la langue	598
JEAN GENEST: L'assureur-vie dans la Cité	601
PATRICK ALLEN: Au fil de l'actualité	613

ATTENTION!

Les Éditions de l'Action nationale reprennent vie. Nous publions ce volume de JOHN GRUBE: BÂTISSEUR DE PAYS.

Dix chapitres font le tour de la pensée de M. F.-A. Angers et un onzième, par M. Patrick Allen, nous donne une chronologie de la vie et une ouverture précieuse sur les écrits de M. Angers. Livre unique sur le nationalisme des années 1940-1980.

Aux Éditions de l'Action nationale: 82 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, H2X 1X3. Téléphone l'avant-midi: 845-8533. Prix du volume: \$12.

SNQ Centre du Québec	HOMMAGE
BIJOUTERIE POMPONNETTE Inc. J. Brassard, prés. 256 est, rue Ste-Catherine Montréal H2X 1L4 — 288-3628-29	BIJOUTIER
CAISSE POP	CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JACQUES 1255, rue Berri Montréal, H2L 4C6 Tél.: 849-3581 Directeur: Marcel Beauchemin
F.X. LANGE INC. ACIER DE STRUCTURE SECOND TIGE À BÉTON — PLAQUES 10530 est, boul. Henri-Bourassa MONTREAL H1C 1C6 — 648-7445	FER
TRADUCTION	CLAUDE-PIERRE VIGEANT, traducteur et publiciste 604, rue Waterloo, LONDON - ONTARIO N6A 4E3
GROULX, CADIEUX & MONGEAU Notaires Yvon Groulx, b.a., l.ph., ll.l. Gilles Cadieux, b.a., ll.l. Denis Mongeau, b.a., ll.l. J.-C. Larocque, b.a., ll.l. 4416, boul. Pie-IX Tél.: 254-9435	

Le Mouvement national des Québécois demande la souveraineté

SNQ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	14,000 membres
SNQ CÔTE-NORD	1,400 membres
SNQ EST DU QUÉBEC	34,000 membres
SNQ DES HAUTES RIVIÈRES	13,875 membres
SNQ DU LANAUDIÈRE	28,000 membres
SSJB DE MONTRÉAL	13,000 membres
SNQ OUTAOUAIS	1,050 membres
SNQ RÉGION DE L'AMIANTE	3,900 membres
SNQ RÉGION DE LA CAPITALE	100 membres
SNQ DES LAURENTIDES	13,000 membres
SNQ SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8,000 membres
SNQ RICHELIEU-YAMASKA	9,500 membres
SNQ RICHELIEU-ST-LAURENT	4,500 membres
SNQ DES CANTONS	350 membres

On demande un jour à M. Jacques Parizeau, ministre des Finances: Espérez-vous gagner le référendum en faveur de l'indépendance du Québec alors que les fédéralistes et le gouvernement fédéral jettent cent millions de dollars dans la lutte?" Il répondit: "Le gouvernement fédéral et les Anglo-Canadiens ont toujours eu plus d'argent que nous! Mais nous, nous avons les hommes et les femmes du Québec qui font la majorité! Votre mouvement n'a-t-il pas 160,000 membres?"

**HOMMES ET FEMMES DU QUÉBEC, PRENEZ VOTRE PAYS EN
MAIN!**

**VOUS FAITES LE PAYS!
LE QUÉBEC N'EST PAS À VENDRE!**

AVOCATS	GUY BERTRAND & ASSOCIÉS, Avocats 42, Sainte-Anne, suite 200, Québec, Qué. G1R 3X3 Tél.: 692-3951 Guy Bertrand, Gilles Grenier, Louise Otis
COMPTABLES	DESFORGES, GERMAINS & ASSOCIÉS Comptables agréés 210 ouest, boul. Crémazie, suite 2 Montréal 354 — Tél.: 388-5738

UN GROUPE D'AVENIR

Que vous ayez besoin de services

- d'épargne
- de crédit à la consommation
- de fiducie
- de crédit commercial
- ou autres

la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins,
un groupe dynamique en plein essor,
est en mesure d'y répondre par l'entremise

**des Caisses affiliées
de Fiducie Populaire
de Crédit Populaire Fedmon**

Alors ne cherchez plus!

Le **GROUPE D'AVENIR**
est présent, pour vous,
prêt à vous aider.



FÉDÉRATION DE MONTRÉAL
DES CAISSES DESJARDINS

LAINE

LAINE PAUL GRENIER ENR.

Spécialité:
laine du Québec

2301 est, rue Fleury
Montréal H2B 1K8
388-9154

TRADUCTIONS JANUS

AU MESSAGE ORIGINAL
SON JUMEAU IDENTIQUE,
LE MESSAGE TRANSPOSÉ.

3185, rue Fendall,
Montréal, Québec
H3T 1N3

Tél.: (1-514) 738-3125

RAYMOND CAMUS INC.

Courtiers en valeurs mobilières

1200, ave McGill College, chambre 1400, Montréal H3B 4G7
OBLIGATIONS — Actions et Fonds mutuels
Tél.: 879-1714

QUINCAILLERIE

ÉDOUARD ROY & FILS LTÉE
Quincaillerie en gros
exclusivement

4115 est, rue Ontario, Mtl H1V 1J8
Tél.: 524-7541

PRODUCTIONS CHARLEVOIX

Maurice Roy, Président.

**RELATION DE PRESSE
ET PUBLICITÉ.**

115, avenue Biscayne • Beaconsfield • H9W 1G4
Téléphone: 1-514-697-8997



L'AVENIR S'ANNONCE BIEN!

L'Assurance-Vie Desjardins est une institution bien à nous. Elle est l'un des agents économiques importants qui nous aident à bâtir l'avenir.

À toute personne et à toute entreprise, elle offre l'ensemble des services que l'on s'attend de recevoir d'une importante compagnie d'assurance-vie. Pour que l'avenir de ses assurés s'annonce bien.

L'Assurance-Vie Desjardins, des services rapides, efficaces et complets. Pour que votre avenir s'annonce bien.

l'assurance-vie desjardins

VOYAGE AUX MARITIMES

AVEC LA SSJB-M, SECTION MASSON
(Henri Bouchard, Président)

1-15 juillet 1981

• • •

VISITEZ EN AUTOCAR DE LUXE:

LE NOUVEAU-BRUNSWICK
LA NOUVELLE-ÉCOSSE
L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD
LA GASPÉSIE.

• • •

RENCONTRE DES ACADIENS
VISITE DE LOUISBOURG
SOIRÉE À CARAQUET
NUIT AU MANOIR RICHELIEU
ETC. ETC. ETC. ETC. ETC. ETC. ETC. ETC.

• • •

Voyage limité à 40 personnes: \$670. (tout compris
moins les repas.)

Adressez-vous à: JEAN GENEST,
82 ouest, rue Sherbrooke,
Montréal — H2X 1X3
Tél.: 1-514-845-8533
l'avant-midi.

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE (sauf en juillet et août)

DIRECTION: JEAN GENEST

Chef de secrétariat: Mme Muriel Champagne

Rédaction et administration: 82 ouest, rue Sherbrooke, Montréal
H2X 1X3 ou Tél.: de 09.00 à 13.00 h. à: 845-8533.

Abonnement: \$20. par année. De soutien: **\$25.**

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans l'INDEX DES PERIODIQUES CANADIENS, publication de l'Ass. Can. des Bibliothèques, PERIODEX, publié par la Centrale des Bibliothèques, et RADAR (Répertoire analytique d'articles de revues du Québec) publié par la Bibliothèque nationale du Québec.

LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

PRÉSIDENT: M. François-Albert Angers

VICE-PRÉSIDENTS: Madame Paul Normand
M. Charles Poirier

SECRÉTAIRE: M. Gérard Turcotte

TRÉSORIER: M. Patrick Allen

DIRECTEURS:

MM. Yvon Groulx

Richard Arès

Albert Rioux

Jean-Marc Léger

Jean Genest

M. et Mme Michel Brochu

Claude Trottier

Jean Marcel

Rosaire Morin

Jean-Marc Kirouac

Ruth Paradis

René Blanchard

Dr Pierre Dupuis

Léo Jacques

Dr Jacques Boulay

Charles Castonguay

Guy Bouthillier

Pierre et Lise Trépanier

Raymond Barbeau

Delmas Lévesque

André Auclair

Jean-Paul Rioux

Mme Nycol Pageau-Goyette

André Provost

LE RÉVEIL DES CAVES

par Maurice Roy¹

1. M. Maurice Roy est le président des PRODUCTIONS CHARLEVOIX, spécialisé en relation de presse et en publicité.

Il n'y a pas si longtemps, on nous a dit: "Voici un référendum... Il vous donne la chance de voter pour décider de votre avenir."

Ceux qui avaient mis le référendum en place ont fait exprès, semble-t-il, pour mêler les cartes. Ils voulaient obtenir un Oui (d'après ce que j'ai cru comprendre), mais ils ont tout fait pour organiser un Non.

Moi, je ne suis pas riche, je ne suis pas savant, je ne suis plus jeune. Mais je ne suis pas fou. Et j'ai bon cœur. J'ai tout de suite pensé que tout citoyen qui se respecte voterait Oui des deux mains, puisque celui qui criait le plus fort pour un tel vote parlait avec le drapeau du Québec à ses côtés. Je me suis dit: "Voilà que la nation nous consulte. Et c'est la première fois qu'on nous demande notre avis. C'est bien simple, je vais voter du bon bord." Je ne croyais pas qu'il était possible d'être Canadien-Français (on nous appelait surtout Québécois) et de voter Non.

Mais à mesure que les jours passaient, en attendant de voter, je me suis ouvert les yeux. La première chose qui m'a étonné, ça été de penser qu'on faisait un vote avec une question pareille. Peu importe la question, je m'en fous, mais le sens de la question était important. Et j'ai commencé à me sentir mal dans ma peau quand je me suis aperçu que s'il était possible de voter Oui, il était également possible de voter Non.

Pour tout vous dire, je n'étais pas plus inquiet que ça, parce que le vote, pour moi, n'était qu'une formalité. Mon raisonnement était bien simple: pourquoi des gens voteraient-ils contre eux-mêmes, me demandais-je naïvement. Et tout de suite, de gros mots me sont venus à l'esprit. Et en y pensant, le rouge me montait à la face, comme si que d'y penser, je me rendais coupable des péchés les plus honteux. Je pensais à Judas, je pensais aux *scabs*, je pensais aux *collabos* du temps de la guerre, je pensais aux donneurs qui travaillent avec la police, je pensais aux parents dénaturés qui abandonnent leurs enfants à la porte des crèches, je pensais aux enfants qui oublient leurs parents dans des taudis. J'en ai conclu que

le Oui remporterait une victoire facile, tellement le Non me semblait méprisable.

Et tout à coup, j'ai fini par m'apercevoir que si le Oui avait un visage, le Non en avait un aussi... et pas des plus beaux, faut bien l'admettre. Je n'ai rien contre les grands nez, ni contre les doigts crochus, puisque tout est dans la nature. Quand on était petit, le vicaire nous disait que le visage est le reflet de l'âme. Pas de problème à l'époque, puisque nul d'entre nous ne commettait de grands péchés, à part les petits péchés de sexe que nous nous empressions de confesser tous les vendredis. Et quelques vols de pommes à la nuit tombée, c'est entendu. Mais nul d'entre nous n'aurait pensé à commettre un crime contre la nation. Et nul d'entre nous n'aurait osé penser à retenir des sous appartenant à l'État pour en faire bénéficier son groupe d'amis. Donc, nous avions bon visage, avec nos petits péchés de bagatelle, qui ne réussissaient pas à ternir la transparence de notre âme. Nous avons souvent les mains sales, mais c'était de boue ou de cambouis. Et nos mères nous châtiaient bien assez pour nous faire expier ces crimes contre la propreté, les bonnes manières, la ponctualité et la politesse. En somme, l'enseignement du vicaire sur le rapport entre le visage et l'âme ne nous effrayait pas plus qu'il ne faut. Et chacun d'entre nous s'en allait dans la vie en se disant qu'il avait bonne conscience.

C'est en pensant à toutes ces choses que j'ai découvert le visage du Non. J'ai cru que le sol se dérobaît sous mes pieds quand je me suis rendu compte que si d'une part, le porte-parole du Oui parlait pour une collectivité, le prophète du Non avait aussi une clientèle bien à lui.

Mais je n'étais pas au bout de mes surprises. Je me suis mis à voir, dans un certain journal, de tirage modeste mais que nous avons appris à connaître comme le champion de la cause nationale, des éditoriaux tortillés, alambiqués et timorés dont la conclusion aboutissait au Non et non au Oui.

Là, je me suis regardé dans la glace et j'ai compris que j'avais devant moi un cave. Je me suis rappelé aussi,

la mort dans l'âme, que j'avais pris mes distances de la chose politique, somme toute que je m'étais endormi dans le confort de ceux qui ont le ventre plein. Mes intimes ont alors assisté à une scène rarissime: le réveil du cave. D'habitude, les caves endormis ne se réveillent pas. Ils font flèche de tout bois pour acheter le calme de leur vie, puisque rien n'importe plus que de bien dormir. Ce n'est qu'à ce prix qu'on peut tout laisser aller, qu'on peut faire confiance au premier venu, que dans son âme et conscience on n'oserait élever la moindre protestation. L'indifférence des caves leur est tellement bénéfique, qu'à les voir évoluer, le teint rose et les fesses larges, on croirait qu'ils dorment du sommeil du juste.

Mais revenons au prophète du Non. Je n'en croyais ni mes yeux, ni mes oreilles. C'est clair qu'à la tête de sa meute — dont tous les sujets montraient les crocs — le prophète du Non montait à l'assaut de ma tour d'ivoire, impunément et sans vergogne. Là, j'ai pensé au cheval de Troie, au ver dans la pomme, à la cellule cancéreuse qui peut étendre n'importe quel géant. Dans le débat qui a suivi, j'ai compris qu'il ne faut pas présumer de la bonne foi en politique, que l'avenir de la race ne pèse pas lourd contre la haine, que l'appel aux forces vives de la nation est vite recouvert d'une marée de fiel, que les plus beaux élans de générosité peuvent se fracasser contre l'appât du gain.

Là où je me suis senti encore plus dépourvu, c'est quand j'ai constaté que c'était le Oui qui avait légitimé le Non. Tout avait été prévu pour donner droit de cité à l'innommable. Et puis des étrangers sont venus renforcer l'escalade du Non. Le chef du Oui a protesté, mais bien trop tard. Il avait l'air de l'apprenti-sorcier qui a perdu son balai. L'esprit du mal a déferlé sur nous, les caves, comme un nuage de sauterelles bouffant toute la verdure du paysage, nous dévorant l'âme jusqu'à l'os. Parmi les miens, j'en connais qui ont cessé de se parler, parce que le leader ne suffisait plus à diriger. J'en connais qui ont pleuré, dans la solitude propre à ceux qui se font avoir. Plusieurs caves ont senti qu'ils seraient conquis deux fois. Le plus triste, c'est que la conquête numéro 2 a été menée de l'intérieur, par des mercenaires payés de l'ex-

térieur, agissant sans foi ni loi. Nous n'avions pour armes que la décence, la bonne foi, le patriotisme, le souvenir des aïeux, la certitude d'appartenir à une nation. Nos adversaires, nos ennemis, nous ont imposé l'uniforme de la honte, nous ont livré par procuration à l'Anglais, pieds et mains liés, nous ont poursuivi par la peur jusque dans les foyers pour vieillards, nous ont rebattu les oreilles de chiffres incertains et improvisés, nous ont baillonné, assommés et assis.

Le cave que je suis a regardé autour de lui, pour s'apercevoir que la solitude est comme la nuit: elle vous tombe dessus graduellement, sans bruit, à votre insu. Pour voir clair dans la nuit noire, il faut quelque temps. Et petit à petit, l'affreux paysage s'éclaire. On prend conscience de la disparition des chefs, du silence des journaux. On invoque en vain des noms célèbres comme Groulx, Minville, Angers, Brunet, Laurendeau. Ils sont morts ou muets. Ils sont disparus ou baillonnés. Vous cherchez le drapeau, mais les mercenaires l'ont supprimé. Vous cherchez la troupe, mais elle est dispersée. Vous vous dites: "C'est la fin."

Mais non pas... Le cave se rebiffe. Méfiez-vous d'un cave sorti de sa torpeur, d'un cave qui découvre la tromperie officielle d'un système bancal et fédéral, d'un cave qui s'aperçoit que son bon gouvernement est meilleur pour finasser que pour décider, et que le parti d'en face est composé de pharisiens.

On connaît plus d'un cave sorti de son hébétude qui s'est mis à plastronner. "Quand la mesure est pleine..." disaient les vieux, quelque chose arrivait fatalement. Le poète, lui, dans les mêmes circonstances, fait appel "à tous les gars du monde". Un cave qui a la rage au cœur peut faire courir plusieurs profiteurs. Les menteurs et les faux-frères ne devraient pas encore se sentir en vacances. La main de Dieu aura fort à faire tantôt si elle veut nous manipuler. Et les étrangers qui vident nos poches pour nous faire des campagnes de publicité vont s'apercevoir que le clou rentre moins vite dans la caboche des caves... parce qu'aujourd'hui, ce n'est plus pareil.

Le cave qui vous parle a juré dans la soirée du 20 mai qu'il ne se rendormirait pas. Et il a plusieurs moyens dans sa poche pour abattre les enfanteurs de génocide.



*Besoin de chanter: l'extrême
opposé de la mort.*

Jean GENEST

CHANTER AU QUÉBEC: UNE NÉCESSITÉ

par Bruno Roy¹

1. M. Bruno Roy a déjà écrit *Panorama de la chanson au Québec* (Léméac, 1977, 170 pp) et *Et cette Amérique chante en québécois* (Léméac, 1978, 296 pp). Il est un de nos meilleurs spécialistes de la chanson au Québec.

Au Québec, on aime la chanson, profondément. Sa valeur de communication immédiate s'accorde sans cesse à l'évolution de notre conscience collective. Élément majeur d'identification, elle est au Québec une force d'expression collective réelle. À chacune des étapes de son évolution, elle a affirmé une présence et une culture québécoises retraçant, au delà de ses manifestations, et par elles aussi, notre évolution en tant que peuple distinct et original. La chanson, au Québec, c'est de vieille souche comme en témoigne lucidement André Belleau: "Je me demande si ma première conscience historique ne m'est venue par la chanson. Je fus revanchard trois quarts de siècle après 1870 lorsqu'enfant, je répétais ces mots que chantait ma mère:

Ils ont brisé mon violon
Parce que j'avais l'âme française..."¹

Oui, des airs et des paroles se transmettaient de père en fils. De la chanson de nos ancêtres, il s'agissait d'instituer une mémoire. La chanson ainsi transmise joua un rôle primordial dans la préservation de notre patrimoine oral. En fait, c'est à travers notre folklore oral que la chanson, au Québec, s'est taillé une place privilégiée. Ainsi, l'essence de la matière folklorique du Québec ne peut s'expliquer qu'à la lumière des matières folkloriques européennes. Nos chansons de folklore sont en majorité "l'héritage de toute la francophonie, écrit Conrad Laforte, puisqu'on en trouve des versions dans d'autres langues européennes". Certes, quelques centaines d'années n'ont pas suffi à effacer les traces d'origines. Mais une fois transformées, prenant le "rythme du pays d'adoption", elles ajoutent au prestige d'un folklore ancien mais constamment "décapé".

Le caractère folklorique de nos chansons s'étant affirmé à travers les traits d'une tradition orale, le folklore canadien pourrait comprendre toute chanson populaire de souche européenne pratiquée hors d'Europe. Il faut convenir, cependant, qu'une telle acception du mot folklore, au regard de l'évolution, est incomplète, car "ce qui fait qu'un chant est folklorique, c'est, note Germain Lemieux, qu'il a été chanté, rechanté, retravaillé, détérioré ou amélioré pendant plusieurs générations par

des chanteurs qui, la plupart du temps, ne savaient ni lire, ni écrire."²

Un inventaire de nos chansons nous apprend qu'une chanson sur vingt est née au Canada, les autres étant importées. La tradition orale, on le voit, joua un rôle de premier plan. Elle a longtemps été, et l'est encore à bien des égards, la première respiration du peuple. Nous pensons même, et cela vaut pour aujourd'hui, qu'elle est la colonne vertébrale de toute entité culturelle authentique. "Il n'y a de révolu, disait Gilles Vigneault, que ce dont on ne témoigne plus."

Notre première chanson d'inspiration folklorique

La chanson folklorique ne cesse d'être pressentie comme la chanson du peuple, c'est-à-dire comme une chanson populaire. Les rythmes irlandais et écossais s'adjoignent aux rythmes français et les chansons populaires se mêlent aux chansons de folklore. Toujours au prise avec le présent, la chanson folklorique reste la grande ancêtre de la chanson québécoise, jadis appelée la chanson canadienne d'expression française.

L'artiste populaire, tels La Bolduc, Lionel Daunais, Ovila Légaré prolonge l'esprit folklorique. Apparus dans un contexte d'urbanisation et d'industrialisation, leur fonction était de divertir. Aussi, à Montréal s'instaurent des lieux publics de culture populaire où les gens vont se distraire: les concerts Campbell, le vaudeville, le mélodrame, les soirées canadiennes, etc... "En 1920, écrit Gabriel Labbé, E.Z. Massicotte voulant à tout prix préserver la culture de chez nous, organisa les "Soirées de Famille" au Monument National. Ovila Légaré anima ces soirées typiquement canadiennes en "callant" danses et quadrilles et chantant."³ Des artistes du "terroir", donc, s'exécutaient avec le brio: Le Quatuor Alouette (qui a atteint à son époque une renommée internationale enviable), Eugène Daigneault, Charles Marchand. Ce dernier, au dire de Gabriel Labbé, fut le premier artiste québécois qui nous fit connaître et apprécier nos belles chansons folkloriques". Le plus connu de tous: Ovila Légaré. "Il peut apparaître certainement, ajoute Labbé, comme étant le plus versatile de nos artistes."

Ainsi donc, il s'est perpétué en milieu urbain, un type de folklore qui est extrêmement près de la tradition orale, d'où son caractère éminemment populaire. On ne se départage pas si facilement de ce qui constitue les profondes racines de l'être québécois. Que non!

D'autres phénomènes de folklorisation apparaissent déjà à cette époque comme l'expression inédite d'un populisme de bon aloi: Lionel Daunais, Conrad Gauthier, Paul-Émile Corbeil et bien sûr La Bolduc. Loin d'être isolé, l'espace culturel de leurs chansons restait le même. Ces artistes du terroir renouaient avec l'héritage d'une certaine joie de vivre dans un pays où il était difficile de vivre. Accordée à la sensibilité populaire, la chanson d'ici s'est développée avec et par elles. Celles-ci ont atteint l'âme populaire par les vertus émotionnelles d'une authentique beauté.

En fait, les chanteurs de folklore étaient plus populaires que leurs confrères musiciens. Ces derniers avaient en commun un apprentissage en bas âge de leurs instruments qu'ils soient violoneux, accordéoniste ou joueur d'harmonica. Ils acquérèrent jeunes la maîtrise de leur art et leur technique tenait d'une exceptionnelle et rare habileté. Mais le public québécois, dans les années '30 restait à inventer. "Il ne se composait à peu près pas de chansons québécoises populaires, écrit Benoît L'Herbier. Il vint un jeune musicien qui osa sortir des sentiers folkloriques. Son nom: Lionel Daunais. Il s'intéressa à la chanson populaire. Son but était de créer un "air québécois". Je voulais, dit-il, faire des chansons canadiennes et non des chansons françaises. J'essayais de donner une couleur locale, en employant des mots ou des expressions d'ici sans aller carrément dans le folklore cependant. Je me servais de la structure folklorique parce que je voulais donner un "air québécois"⁴ Lionel Daunais, pour un à cette époque, signifiait belle musique, finesse, humour et optimisme. Tenant à la fois du folklore et de la chansonnette, son art imposa de nouveaux traits à la chanson d'ici. Avec La Bolduc, ils furent les premiers à s'inspirer de la réalité d'ici. Naissent au Québec différentes formes musicales: le folklore, la chanson populaire et l'air lyrique. Une tradition se créait à tous les

niveaux: Les Soirées du Bon Vieux temps, les variétés lyriques et La Bolduc.

Ce folklore reformulé en ville à partir d'airs d'autrefois parlait du quotidien urbain. C'est vraiment en ville que la chanson devint folklorique. C'est de cette chanson que sortira une chanson plus sociale que distractive: celle de La Bolduc. Les gens l'aimaient profondément. Pour décourager l'ennui, jouant sur son harmonica des airs de son invention, elle maintenait le bon moral des gens en commentant avec humour la réalité de l'époque. Elle disait juste et vrai. Pour Doris Lussier, "elle apparaît comme un mystère douloureux de joie". La Bolduc, par son humour communicatif, contrastait avec les créateurs de son époque. Le sentimentalisme à outrance, les interminables romans-savons radiophoniques, les conditions tragiques d'existence conviaient les gens à se distraire autrement. La Bolduc leur montrait une façon différente de voir la vie. N'exprimait-elle pas les réactions d'un groupe majoritaire, le québécois moyen, celui-là même qui vit en marge du progrès technique? Ses chansons ressemblaient à une chronique sociale que supportaient des rythmes de gigue dont les clichés étaient pris dans le répertoire de la chanson traditionnelle. On y reconnaissait aussi quelques mélodies irlandaises dont l'adaptation de son célèbre turlutage. Sous le pseudonyme d'Alain Sylvain, Gérard Bergeron a eu ses mots d'une profonde justesse: "La Bolduc n'avait pas qu'un sens inné et sans doute inconscient de la fantaisie verbale. Elle nous étonne encore, après plusieurs auditions d'une même chanson, par des alignements de mots inattendus et les rapprochements les plus cocasses, qui feraient sans doute la joie d'un Jacques Prévert, par exemple, si évidemment, l'auteur de *Paroles* connaissait ses disques."⁵

Mise à part son côté péjoratif, Guy Millère dans *Québec, des possibles*, note qu'au-delà de La Bolduc, se joua la naissance d'un populisme aux dimensions de la "Belle Province" dont firent écho plus tard le Soldat Lebrun et les chanteurs westerns. Les chants de Lionel Daunais, d'Óvila Légaré ou de La Bolduc, qu'ils fussent ramenés de France ou qu'ils fussent de leur invention,

sont ce par quoi ils purent être accessibles. Par eux, la chanson populaire rassembla ses premiers traits.

Hier, la chanson canadienne d'expression française

À la radio et au cabaret, ce qui dominait, depuis 1930, c'était la chanson française et la chanson américaine. Fernand Perron était l'émule de Tino Rossi et Jean Sablon celui de Bing Crosby. La radio s'improvisait, quant à elle, très largement. La chansonnette française tournait à plein. Le romantisme touchait tout le monde. Au regard de la chanson américaine, celle-ci nous arrivait en version française. Les artistes de chez nous n'écrivaient même pas les paroles françaises d'une chanson américaine. Voulant s'universaliser, ils pratiquaient une chanson populaire dans le sens parisien ou new-yorkais du mot. Vint cependant un poète qui nous libéra de ces mièvreries: Charles Trenet. Ainsi l'explique Jacques Normand: "Depuis 1938, *La route enchantée, Le soleil et la lune, Boum!, Le grand café, Les oiseaux de Paris, Vous oubliez votre cheval...* toutes ces chansons de soleil et de vie, tous ces refrains endiablés, tout ce Verlaine retrouvé et ce Rimbaud réinventé figuraient à nos menus quotidiens, assoiffés que nous étions tous de poésie et privés de nos sources depuis le début de la guerre. Pour nous Trenet, à cette époque, c'était la "libération".⁶

Parallèlement, pour "canadianiser" les chansons qui s'entendaient à la radio, Fernand Robidoux, chanteur lui-même et vedette imposante à son époque, organisa un concours dont l'intitulé rappelait nos sources: *La feuille d'érable*. Dans un esprit différent mais pour des motifs esthétiques et un tant soi peu nationaliste, l'abbé Charles-Émile Gadbois inventa une chanson d'inspiration patriotique et religieuse connue sous l'étiquette moralisatrice de La Bonne Chanson. Elle a éteint la chanson sociale devenant de plus en plus abstraite et désincarnée. Ainsi, la chanson folklorique, la vraie, s'est éteinte sous les préceptes moralisateurs du clergé d'alors. Prétexte à la bonne qualité, l'esthétique populaire de l'abbé Gadbois prétendait se ranger aux côtés du "classicisme". De Victor Hugo à Théodore Botrel, La Bonne Chanson servit de précepte aux valeurs

populaires dont la beauté des œuvres choisies devaient témoigner. "Ainsi, après la chanson folklorique de l'enfance, après La Bonne Chanson de l'adolescence (merci à cet abbé Gadbois et à la religieuse de la Présentation de Marie qui enluminaient les pages de ces cahiers de dessins édifiants et naïfs), nous voilà coincés entre Blue moon, l'orchestre de Glen Miller et la Parade de la chansonnette française..." écrivait Georges Dor.⁷

Grâce, donc, à la Parade de la chansonnette française, Jacques Normand relança à la radio de CKVL la chanson populaire française interrompue ici par la guerre. Oui, grâce à lui, commente Roger Baulu, la chanson française a barré la route à la chanson anglaise dans le Québec. Cette offensive inscrivait ce combat sur le terrain même de la radio. On se devait de favoriser l'audition de disques francophones. Car, en plus de la radio, des chanteurs de charme susuraient des balades sentimentales dans les "juke box", lesquels étaient imperceptiblement les sources immédiates de la culture populaire environnante.

La conscience québécoise, explique à cette époque Fernand Robidoux, n'existait pas la préoccupation de produire des choses d'ici, dans la chanson ou ailleurs, n'existait pas non plus. Le meilleur venait de Paris ou de New-York. Fernand Robidoux, puis Robert L'Herbier crurent cependant à une espèce de chanson québécoise qui eût pu leur ressembler. Connu pour ses interprétations de succès américains traduits en français, Robidoux passa par le vedettariat pour imposer ses vues. Quant à Robert L'Herbier, malgré le succès de certaines de ses compositions, sa chanson était directement empruntée de France. C'est cependant la télévision qui modifia de façon substantielle l'échiquier artistique québécois. On n'entendait plus seulement ses vedettes préférées, on les voyait. La chanson passa à la télévision qui nous fit mieux connaître, par exemple, Rolande Désormeaux. Robidoux n'en continuait pas moins son combat contre l'invasion de la chanson française et américaine, lui qui avait appris que notre québécoisité culturelle était de plus en plus à la remorque des grands opérateurs anglo-américains. La volonté d'imposer une

chanson originale, proprement québécoise prenait de plus en plus des allures publiques. Jacques Normand, avec le Faisan Doré et le Saint-Germain-des-Prés favorisa l'émergence de noms québécois: Raymond Lévesque, Clémence Desrochers, Monique Leyrac, Serge Deyglun. Ces deux boîtes firent perdre aux nuits de Montréal leur marque anglo-saxonne. Mélangeant la formule des chansonniers de Montmartre et la chanson populaire, le Faisan Doré réunissait un public varié qui n'appartenait pas au public traditionnel des cabarets. Puis la radio emboîta le pas. On y fit des émissions sur la chanson alors appelée canadienne. Vint Guy Mauffette, en 1951, avec son émission *Baptiste et Mariane* dont Monique Leyrac dit qu'elle fut "le premier creuset de la chanson canadienne. Puis s'organisa le concours de la chanson canadienne qui constitua, selon Robert L'Herbier, le démarrage majeur dans le domaine artistique de la chanson dans le Québec. En 1956, les chansons de ce concours, d'ici par l'écriture, ont suffi à enivrer bien des espoirs.

Qu'était donc cette chanson canadienne d'expression française? C'était une chanson écrite en français par des gens de chez nous. Toutes les tendances s'y manifestaient. Le premier concours de la chanson canadienne allait susciter bien des talents. La chanson avançait au pas de ses artisans: Pierre Pétel, Roland D'Amour, Raymond Lévesque, Serge Deyglun, Jacques Blanchet, Lucille Dumont. "La chanson québécoise, dans ce qu'elle avait de pire, affirme Benoît L'Herbier, s'entendit, alors que la meilleure, ignorée, avançait toute seule, ou à peu près.

Mais la chanson française était dans la peau de l'artiste québécois. De sorte que ce dernier subissait une identification étrangère à ses racines. La chanson québécoise devenait le lieu d'une profonde conviction, enivrante et inédite: celle d'une identité recouvrée. Et quand Robidoux fit entendre chacun de ses enregistrements au directeur de la R.T.F., aujourd'hui l'O.R.T.F., Paul Gilson, il était à ses yeux, selon les mots mêmes de Robidoux, "la révélation d'une surprenante survivance française en terre d'Amérique".

Dans le même registre que celui de la chanson populaire, mais dans une toute autre filiation, il faut situer la chanson western dans le prolongement d'un certain lyrisme circonstanciel dont le Soldat Lebrun fut le premier et le dernier représentant. Ses chansons étaient ressenties comme un déracinement passant par la douleur subjective de l'éloignement. Elles constituent l'expression d'une solitude transplantée qui se réduit, il faut bien le dire, à la mélancolie de celui qui chante. Derrière le Soldat Lebrun, dans un après-guerre ombragé, apparaît le phénomène western dont les influences plus proches et moins ancrées sont essentiellement américaines. Avec Willie Lamothe, effaçant d'une certaine façon notre rapport à la chanson française, donc au vieux continent, le western s'affirme désormais sous le couvercle du country western.

Au Québec, ce phénomène appartient à la tradition populaire. Autour de lui s'organise un certain nombre de clichés inspirés des films américains. Décrivant d'abord une sensibilité, ce que Willie Lamothe appelle un "feeling", la chanson western se concentre sur une histoire autour d'un rythme soutenu. Sa musique descriptive s'entend dans "une belle monotonie". Premier phénomène collectif d'auteurs-compositeurs-interprètes, le western n'a finalement que très peu en commun avec le country western. Ainsi que le note Jacques Vassal, "le Canada s'est trouvé placé aux premières loges pour recueillir l'héritage folklorique américain, mais sans l'enrichir ni en modifier le cours de manière notable". Loin d'être une parenthèse dans la chanson d'ici, la chanson western a ses véritables adeptes. Elle a dépassé le stade des lamentations et a accédé à une puissance industrielle fort étonnante. Au regard de la chanson québécoise, sa présence n'est pas marginale. Elle affirme tout simplement, par une présence différente, les conditions d'évasion et de communication d'un groupe de gens qui créent, grâce à elle, leur propre oasis.

La chanson québécoise telle qu'elle naquit

La chanson québécoise, telle qu'elle naquit, provient de la conjonction du folklore et de la poésie, auxquels s'est ajouté l'influence des auteurs-compositeurs

français dont la synthèse fut faite, ici, par les chansonniers. Leur présence fut un apport indispensable à une "culture embryonnaire" qui ne demandait qu'à prendre son élan. En effet, des voix s'entendaient déjà en 1959: Lionel Daunais, Ovila Légaré, Jacques Labrecque, Alan Mills, Hélène Baillargeon, Pierre Pétel, Aglaé, Monique Leyrac, Raymond Lévesque, Jacques Blanchet et le plus illustre, celui qui fut à la fois une voix et une voie, Félix Leclerc. Par lui, la chanson québécoise, nouvellement apparue, allait être la voie naturelle de notre identité collective. Georges Dor parlera d'elle comme d'un pouvoir s'imposant comme la parole première et souveraine: "C'est bien en effet d'un véritable pouvoir qu'elle sera bientôt investie, la chanson; les Québécois ont soif d'eux-mêmes et ils tendent leurs verres que bientôt elle remplira jusqu'à les faire déborder; elle les saoulera, la chanson, les Québécois!"⁸

Nous sommes en 1960, à cette irréversible "révolution tranquille". Nous assistons à la prise collective de la parole. La chanson québécoise a trouvé l'oreille du peuple. Pour la première fois, collectivement, la chanson nous concernait. Les Boîtes à chansons se multipliaient; les chansonniers aussi. Finalement, notre Benoît L'Herbier, se créa une forme de chanson québécoise véritable. Des poètes illustres chantaient sur des airs connus le récit d'aventures personnelles ou l'expression de leurs sentiments". Et puis, bien sûr, ajoute Lysiane Gagnon, il y avait la chanson, phénomène neuf pour nous qui avions passé notre adolescence au rythme du hit-parade américain. Or, nous étions romantiques et tout ce qui passait pour de la poésie nous touchait. Nous nous forgeâmes rapidement le mythe du troubadour, qui nous proposait l'évasion et le rêve à l'état pur. Et le simple son de la guitare suffisait à nous combler."⁹ C'est le cas de le dire! La chanson, ici, a été monopolisée par la jeunesse. C'est elle qui l'a fait naître, qui l'a orientée. C'est autour d'elle que se sont cristallisées les aspirations culturelles de la jeunesse québécoise.

Les années '60 furent le temps privilégié d'une floraison unique au monde mais éphémère: les Boîtes à chansons dont c'est une espèce propre au Québec. Leur

prolifération demeure un phénomène social subit. Ces boîtes appartenaient aux jeunes et elles étaient conçues, ainsi que l'a indiqué Lysiane Gagnon, en fonction des jeunes qui n'y amèneront jamais leurs parents. Leurs attitudes, écrit Christian Larsen, ainsi que leur tenue vestimentaire contribuèrent à créer une ambiance tout autant que le décor. On y trouvait alors un mélange insolite de baroque et de néo-naturalisme: "Pour tout dire, les siècles, les époques, les modes et les goûts cohabitent facilement dans les boîtes à chansons. Et le miracle s'opère à partir de ces décors d'antiquités qu'animent les chansons des troubadours et la chaleur de leur jeune public."¹⁰ Ces boîtes s'offraient les grands noms qu'elles avaient elles-mêmes produits. Mais cela n'a pu durer. Les boîtes à chansons ont dû subir l'industrialisation de la chanson québécoise. Si au début, elles détenaient l'exclusivité de ses vedettes, le marché leur ouvrait cependant une voie nouvelle: celle du professionnalisme.

Avec les Boîtes à chansons, les chansonniers constituaient la marque indélébile d'une effervescence artistique. En effet, c'est à l'époque où se sont constitués les Bozos dont les membres du groupe étaient parmi les premiers chansonniers, que la chanson québécoise prit son envol. Les Bozos exprimaient des cheminements personnels diversifiés mais dont les rapports avec la télévision tenaient de lieu commun. Moins des chantres que des chanteurs, les Bozos n'ont pas eu à assumer une trajectoire nationaliste comme Raymond Lévesque ou Claude Gauthier. La naissance d'une chanson proprement québécoise fut ressentie au travers des talents multiples et originaux. Les chansonniers ont fait la preuve, malgré eux et contre eux, d'un déséquilibre "culturel" dont le constat pouvait être inquiétant. Seuls, depuis les Bozos, les chansonniers pouvaient vivre de leur art. Non seulement cela pouvait être malsain, mais ce phénomène réduisait l'ampan d'une vie artistique à une approche exclusivement populaire de la culture.

Les premiers chansonniers s'exprimaient dans un style relativement dépourvu d'implications sociales malgré quelques références sourdes à la conquête au Pays. Éloignés de la problématique spécifiquement

québécoise, les premiers chansonniers étaient des esthètes de la chanson. Ainsi, Claude Léveillé a donné à notre chanson une ampleur mélodique jusque-là ignorée. On a dit de Jean-Pierre Ferland qu'il était mélodiste avant d'être musicien. Les premières chansons tendaient vers l'introspection accompagnée, il faut le dire, d'un pseudo-lyrisme dont se sont départis depuis la génération suivante de chansonniers. L'exploitation euphorique du "moi" n'a pas empêché nos premiers chansonniers de tenir un discours sur l'identité, c'est-à-dire celui d'un mode de vie québécois reconduit à l'histoire. De plus en plus, les premières chansons prétendaient au pays qu'avivaient ses plus anciennes racines. Procédant d'un idéal sincère mais trop souvent abstrait, le mouvement chansonnier n'en participe pas moins à un éveil collectif. "Une chanson où l'on s'invente une personnalité parce que l'ancienne était trop brouillée et tiraillée; une chanson où l'on commence à se reconnaître. Chanter ensemble, c'est se reconnaître" écrit Alain Sylvain. Les chansonniers ont formulé une nouvelle conscience collective. Ils l'ont renouvelée.

Un mot, dont ce pourrait bien être une inutile parenthèse, sur un phénomène d'interprétation lié à la chanson dite d'inspiration religieuse. Nous ne parlons pas de cette chanson emprunte d'un exotisme mystique qu'ont popularisé à une époque autre Jen Roger et Paolo Noël. Celle-ci appartenait dans les faits au circuit commercial au même titre que la chansonnette française. Nous parlons de celle que les éducateurs se sont appropriée. Représentant inconditionnel d'une jeunesse assoiffée d'absolus, les chansonniers se méfiaient tout naturellement d'une perspective pastorale liée à leurs chansons. Pour les éducateurs de l'époque, la chanson, même québécoise, n'était qu'un tremplin à une certaine spiritualité. Nécessité cléricale sans véritables exigences intérieures, elle est disparue avec l'affadissement d'une certaine foi. Aujourd'hui, son actualité reste à trouver. Dans un Québec désormais pluraliste, sa formule n'a probablement plus de survie.

Pour une chanson plus moderne

L'émergence de nouveaux rythmes allait bousculer bien des habitudes. Un débat théorique s'amorça entre

les chansonniers et les chanteurs populaires. Le mélange des genres que l'on pouvait constater aux États-Unis n'échappa pas à Robert Charlebois qui fut le premier chansonnier, au sens traditionnel, à employer une guitare électrique. Sa présence pose la question de l'innovation. Pour insolite qu'elle paraisse, cette question touche à un enjeu dont on ne percevait pas l'essentiel: on n'a pas vu ce qui s'y est joué. Le refus, par l'Osstidcho, a trouvé sa forme. Charlebois s'en est pris à la musique, à la langue même. Son hétéroclite spectacle fut une mise en pièce de la musique folklorique, de la chanson populaire, voire de la chanson poétique. La seule évocation du mot chansonnier nous renvoya une décennie en arrière, tellement les événements se précipitèrent depuis. L'Osstidcho contribua à mener la chanson québécoise à son état présent. La chanson s'urbanise qui parvient à s'identifier. Elle s'énonce hors des références habituelles restées trop longtemps folkloriques. Les chansonniers ont pratiqué une surenchère esthétique qu'ils ont payé au prix d'une difficile intégration au monde du spectacle québécois. Certains ne s'en remirent jamais. Suivant le mode inévitable, la chanson québécoise, dans sa période transitoire, sera la chanson du moment, s'imprégnant de sonorités électriques aux rythmes proches du rock. La recherche d'un "son" québécois devient une préoccupation majeure qui permet l'expression d'une plus universelle personnalité à la chanson québécoise.

Ainsi l'intervention d'une musique plus rythmée modifia l'échiquier de la chanson québécoise. L'Osstidcho précipita la fin d'une époque et le début d'une autre. L'influence anglaise et américaine sortait de sa clandestinité. Dorénavant, la recherche musicale se ferait en bande et toutes les tendances eurent droit d'expression. Nous assistons, ainsi que je l'écrivais ailleurs, à l'intervention d'une musique proprement québécoise par l'assimilation des musiques étrangères. Chaque groupe, Maneige, Octobre, Harmonium, jadis le Ville-Émard-Blues-Band dont Koma semble avoir pris la relève, instaure une musique là où il n'y avait rien, là où existait l'importation musicale, là où il y avait stagnation culturelle. Certes, tous les artistes québécois ne constituent pas la musique pop du Québec. D'autres exercent

un long travail de poétisation de la musique, tels les Séguin, Beau Dommage, Jim et Bertrand. Le paysage musical est multiple. "Il y a une volonté précise ici, reprend Charlebois, de faire en sorte que les sons et la musique sortent d'une façon nouvelle." Même les interprètes participent de cette volonté. La chanson québécoise est multiple et dans ses causes et dans ses manifestations, et québécoise par son contenu, par sa forme et par sa destination.

L'effort de modernisation de la chanson d'ici n'est pas récent. Pensons à Lionel Daunais. Il est vrai que notre folklore a mis longtemps à se départir d'un régionalisme dit paroissial. Son activité sur le triple plan folklorique, politique et commercial devait conduire la chanson québécoise à une plus grande diversité. Certes les chansons de Gilles Vigneault, de Claude Gauthier ne sont pas dépayées aux côtés des chansons folkloriques traditionnelles. Paradoxalement, et c'est Guy Millière qui le note, l'arrivée de Vigneault marque la faillite tendancielle des folkloristes muséologiques. Vigneault balaie le folklore en se l'appropriant au présent.

Le renouveau folklorique, c'est du décapage. Il tente de rejoindre les fondements en maintenant la modernité. Le folklore: non plus à la mode, mais une mode, voire un mode, une vision: Raoul Roy, Louise Forestier, les Karicks, le Clan Murphy dont le fond folklorique de leurs chansons est revisité par leurs plus anciennes racines celtes, Breton Cyr, Jocelyn Bérubé, Alain Lamontagne et combien d'autres. Le lourd attirail du folklore recollé qu'entraîne la mode disparaît devant un matériel original, inspiré de la tradition la plus pure possible. Ainsi, observe Christine L'Heureux, "Breton-Cyr marquent par rapport à la musique traditionnelle, une certaine part d'invention. Leur originalité se situe dans leur façon de chanter, qui recoupe la tradition orale telle qu'elle devait exister dans le temps: textes chantés à cappella, avec comme seule rythmique, le bruit des talons contre le plancher. Peu de gens se sont permis un tel dépouillement dans leur interprétation de la musique traditionnelle."¹¹ Quant à Jocelyn Bérubé, il fait de la musique traditionnelle selon une technique de tradition orale.

Conteur, il "violonne" comme les anciens, parce que "quand les vieux chantent, explique Richard Cyr, tu sens une racine... c'est elle que nous essayons de transmettre.

L'heureux décapage qu'a subi la chanson de folklore nous a fait retrouver le rythme du "set carré" sans pour autant faire ancien. "Tout artiste, écrit Vassal, qui, en partant d'un cadre traditionnel et populaire, crée une œuvre personnelle mais reflétant l'état d'âme d'une collectivité procède de l'esprit folklorique. Son œuvre appartient alors à une authentique culture folk." Jules Marcoux tient des paroles, à ce propos fort juste: "On dit que les peuples commencent à exister historiquement lorsqu'ils commencent à créer et à affirmer leur système de valeurs. Il semble que nous en sommes rendus là." Nous ne pouvons plus, ni ne pourrons plus être un peuple passéiste et sans histoire.

Sur les traces du renouveau

Sur cette trace du renouveau, tout un mouvement néo-folkloriste s'amorce. La musique, depuis Charlebois, s'ouvre aux courants californiens, aux rythmes plus nord-américains. Fabienne Thibault n'a-t-elle pas été formée à l'écoute de Joan Baez? Valiquette à celle des Beatles? Quant à Plume, Guy Millière dira de lui qu'il est "le premier chanteur québécois routard conforme dans sa vie à la lignée du folk song américain". Son inconvenance choque. Pour certains, Plume est répulsif comme le sont, à bien des égards pour d'autres, le Capitaine Nô, Offenbach ou le groupe Aut'Chose qui fut, pour le Québec, un avant-goût américanisé du mouvement punk.

La chanson québécoise participe d'un mélange d'électronique et de traditionnel. Ainsi Gilles Valiquette, Guy Trépanier, François Guy, Jim et Bertrand: du rock léger, des textes simples dans une langue populaire dont les airs anciens ou nouvellement inventés avec des inclusions d'éléments rock ou blues restent accessibles. Leurs chansons spontanées, anecdotiques, urbaines, à la façon de Beau Dommage, éloignées des vraies questions, rappellent l'idéalisme des premiers chansonniers. Ancrées dans celles que chacun se pose, leurs chansons douces feutrées dans la tradition des chansons folk sont

enduites de poésie intimiste qui ont le caractère intemporel des airs anciens. Ainsi *La tête en gique* de Jim et Bertrand. Le son québécois s'affirme dans un retour fidèle vers la nature et le soleil qu'un vocabulaire sans envergure soutient: nuit, soleil, eau, pluie, vent, temps, etc. On reconnaîtra, ici, particulièrement les Séguin dont les efforts, je l'ai souligné, participent d'un long travail de poétisation de la musique.

D'autres artistes surgissent isolément qui rappellent les premiers chansonniers. Guy Trépanier, par exemple, a retenu d'eux ce qui à bien des égards restent un défaut, ce lyrisme dont s'affublent inutilement certaines de ses chansons. S'il n'enchanté pas les inconditionnels de la musique progressive, son apport reste cependant plein de promesses. Son évolution n'est pas sans rappeler celle tout aussi difficile de Pierre Létourneau. Plus émotif encore est Jean Lapointe. Il semble que l'immédiate sympathie entre lui et le public ait pris racine au-delà de l'artiste en lui. Ses chansons, parfois larmoyantes dans la tradition "pure laine" d'un certain lyrisme chansonnier, conservent malgré tout la vérité de l'homme. Sa très grande sincérité manie de lourdes charges émotives. Il a, dit-il, décidé d'exprimer "toute la tendresse, la sensibilité et l'amour qu'il porte aux humains". Ses chansons sont "un direct au cœur"! Contrairement à Jean Lapointe, Alain Lamontagne est l'image même de l'anti-star. Une nature. Comme Bérubé, Jocelyn. Ce qu'il fait est unique. Sa musique, teintée parfois de folklore, de blues et de rock demeure essentiellement une musique traditionnelle dominée par le blues. Le dernier en liste, nouvellement apparu, sorti comme Plume des Cegeps, Paul Piché. Suivant la ligne musicale empruntée par Louise Forestier, ses idées suivent les traces d'un Félix Leclerc. Sa chanson est polique, parce que dit-il, consciente.

D'autres disques solos sont apparus expriment un cheminement inédit. L'originalité de la formule tient de l'expérience d'équipe de leurs auteurs: Marie-Claire Séguin, Jim Corcoran, Michel Rivard. Leur musique, un peu agressive explore les sphères du rock et du jazz. Faisant leurs chansons pour leur voix, surtout Marie-Claire Séguin, ces artistes décrivent une situation plus proche de

leur "moi" dont on pourrait penser que c'est un retour à ce que nous avaient habitués les premiers chansonniers.

Quant à la recherche musicale, celle-ci, au Québec, se fait en "bandes" et toutes les tendances ont droit d'expression. On peut certes affirmer que tous les groupes actuels constituent la musique pop du Québec. "Leur musique, écrit Georges-Hébert Germain, est en train de transformer radicalement et fondamentalement toute la musique populaire, car elle intéresse justement les musiciens et les chansonniers eux-mêmes, de la même façon que la science pure intéresse les sciences appliquées."¹² Chaque groupe s'affirme différemment: Maneige, Octobre, Aut'Chose, Offenbach. Il faut retenir dans ce qu'il y a de plus avant-gardiste, le groupe Dionne-Brégent qui se situe aisément dans l'invention musicale avec une volonté de transcrire les plus hautes sphères de la conscience. Avant eux, leur musique souvent fois hermétique, n'existait pas. Dionne-Brégent donne naissance à une musique hors de toute confrontation avec le rock américain ou la chanson française. Leur musique, quoique de facture très contemporaine et expérimentale, jazz, rock, classique, cherche en plus à synthétiser différents styles musicaux. Certaines musiques se rattachent au passé et ne sont pas sans rappeler une certaine appartenance à la musique médiévale. Ainsi qu'on le devine, leur musique, plus expressive que sociale, s'inscrit dans une recherche des possibilités sonores. Ils font, disent-ils, une "musique cosmique", une musique d'avenir universelle. "L'apparition sur le marché québécois de la musique populaire d'un groupe comme Dionne-Brégent, conclue Marc Desjardins, constitue une preuve tangible de notre évolution en tant que public". Harmonium, avant eux, avait donné des signes de cette évolution. Moins dans les extrêmes, leur recherche spirituelle dont les aspects ésotériques (L'Heptade) sont spontanément éloignés du caractère québécois de la chanson, a engendré une filiation qui se situe entre Raoul Duguay, d'une part, et d'autre part, entre les Séguin, Jim et Bertrand, voire Beau Dommage. Guy Millière, dans son livre Québec, *chant des possibles*, présente Raoul Duguay comme l'inspirateur des grands courants de la présente hégémonie d'auteurs-compositeurs. On y

décèle des affinités dans leur vision d'un monde meilleur. Leur musique ne hurle pas et devient ce "murmure intérieur" qui place la chanson québécoise à l'heure de la paix, dépouillée des artifices de la mode. Leurs chansons expriment une réalité plus urbaine, dorénavant intégrées à leur démarche. Ils font en sorte que leur siècle colle à leur peau, la qualité en plus. Dans le même registre que celui d'un bon nombre de groupes anglais ou américains, tous ces groupes poursuivent une recherche musicale des plus originales.

Une aptitude à dire

Tout est là: s'exprimer musicalement. L'exemple des regroupements est symptomatique. En fait, les groupes succèdent aux chansonniers de type individuel et offrent des airs de commune. L'union des forces vives (Fiori-Séguin, Marie-Claire-Jim et Bertrand, Contraction, Koma, avant eux, Jacques Michel-Gilles Valiquette) permet l'abolition des clichés et abolit progressivement la conception traditionnelle de l'artiste québécois. De plus en plus des artistes respectivement très connus montent ensemble sur une même scène. Si ici cette expérience est neuve, aux États-Unis l'expérience date quelque peu. Impossible pour eux d'assumer leur "gloire", ils n'en veulent rien savoir. Il y a là, très certainement, un retour aux sources dans une direction autre que le vedettariat, celle d'un certain anonymat, c'est-à-dire, une espèce de négation de l'individualité au profit des forces de chacun. En prétendant gagner la marge, ils s'éloignent des prétentions. De fait, Marie-Claire Séguin, comme son frère, comme Jim et Bertrand, comme Michel Rivard, comme Gilles Valiquette et combien d'autres, délaissant les valeurs du "flower power" les intègrent à leur démarche collective en puisant dans celle des autres leur propre évolution. La relève, ils en ont été, suggère une démocratisation de la musique par une structure nouvelle des structures. (Utopie?)

La chanson québécoise est-elle devenue, aujourd'hui, plus sociale qu'expressive, plus expressive que sociale? Française avant d'être canadienne, puis définitivement québécoise, notre chanson n'a jamais perdu son aptitude à entreprendre. Le pays qu'énoncent les

"porte-parole de nos racines", ainsi que les nomme Gilles Vigneault, est aussi celui qui permet et celui qui refuse, celui qui tolère, celui qui abdique. Mon pays, c'est l'hiver! Chanter au Québec, c'est une nécessité, voire une voie. Il s'agissait de doter le Québec d'une chanson qui n'aurait plus à s'affirmer comme un langage différent, une culture autre que simplement québécoise. Depuis, il ne s'est jamais passé autre chose que l'affirmation d'une identité constituée à même les entrailles culturelles des gens qui l'ont conduit à ce qu'elle est. Aujourd'hui, la chanson québécoise est un produit original, exportable qui nous a rendus "culturels". Dès 1965, Stéphane Venne l'avait noté: "Or on a mis sur le dos de la chanson d'ici une charge lourde comme le monde. Celle d'être pour les Québécois ce que le Jazz est pour les Noirs d'Amérique, l'opéra pour les Italiens, et quoi encore. Un pivot de culture ici: un passeport pour tous les pays du monde."¹³

La chanson au Québec a magistralement illustré la force spécifique de notre culture. Rappelons ces propos de Lysiane Gagnon tenus en 1966: "Ce n'est pas par hasard si la chanson devint rapidement le mode d'expression privilégié d'un peuple qui n'avait aucune prise sur la réalité la plus déterminante: celle du pouvoir politique et économique et qui était, globalement, aculturé."¹⁴

Le traditionnel nationalisme, défensif et abstrait, des années '60 se transforme dans la chanson québécoise, en une contestation permanente. En ce sens précis, la chanson au Québec est un commentaire inédit de notre rapport à l'histoire. Les chansonniers ont combattu notre infériorité chronique; ils ont modifié le cours de notre conscience collective.* Tout le drame est là: notre évolution "psychologique", culturelle suit une trajectoire opposée à son évolution économique et politique. Car, nous le savons, rien du culturel ne peut pas ne pas être soumis au politique. Voici qu'apparaissent les limites de l'engagement du chansonnier: au regard du projet politique national, il ne peut plus rien, tant que le choix n'aura pas été fait. D'une certaine manière, en attendant, il est réduit à une tâche de répétition et d'insistance car persiste toujours, ici, ce besoin viscéral de chanter qui est aussi "l'extrême opposé de la mort".

RÉFÉRENCES

1. André Belleau, *Pour la chanson*, dans *Liberté*, Montréal, vol. 8, n° 4, 1966, p. 26.
2. Germain Lemieux, *La chanson folklorique canadienne-française*, dans *La chanson française*, coll. Collège et famille, Montréal, Bellarmin, 1965, p. 49.
3. Gabriel Labbé, *Les pionniers du disque folklorique québécois, 1920-1950*, Montréal, L'Aurore, 1977, p. 155.
4. Benoît L'Herbier, *La chanson québécoise*, Montréal, Ed. de l'Homme, 1974, pp. 47-48.
5. Alain Sylvain, *Le Québec qui chante*, dans *La chanson française*, Bellarmin, p. 68.
6. Jacques Normand, *Les nuits de Montréal*, Montréal, Ed. La Presse, 1974, p. 165.
7. Georges Dor, *Si tu savais...*, Montréal, Ed. de l'Homme, 1977, p. 25.
8. *Ibid*, p. 45.
9. Lysiane Gagnon, *Pour la chanson* dans *Liberté*, p. 39.
10. Christian Larsen, *Chansonniers du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1964, p. 8.
11. Christine L'Heureux, *Le Dimanche*, 1^{er} mai 1977, p. 3.
12. Georges-Hébert Germain, *La Presse*, 29 mars, 1975, p. c-4.
13. Stéphane Venne, *Pour la chanson*, dans *Liberté*, p. 65.
14. Lysiane Gagnon, *Pour la chanson*, dans *Liberté*, p. 36.



ÉTAIT-CE LA VRAIE VOIX DU QUÉBEC?

par Claude Collin¹

1. M. Claude Collin est professeur de philosophie dans un CEGEP de Montréal et auteur de plusieurs volumes comme *L'expérience philosophique*, *Le Rapport Roquet*.

L'histoire que l'on fait n'est jamais celle que l'on croit faire. Le référendum national que nous venons de vivre constitue un événement historique dont il est difficile de reconnaître le sens exact et partant, de prévoir les conséquences. Seul, le déroulement des faits dans le temps nous éclairera sur le sens véritable de ce non historique.

Les choix politiques, parfois les plus décisifs, ne sont pas toujours le fruit de la sagesse et de la raison. Ils sont, cependant, le résultat des expériences vécues d'un peuple ou de quelques hommes forts politiques qui agissent selon ce que l'histoire les ont fait être ou devenir. Par contre, si la signification d'un fait historique ne se dévoile que graduellement, au fil des ans, les raisons d'être de ce fait sont déjà incluses dans le présent.

C'est pourquoi, au lendemain du référendum, à moins d'être inconscient, on ne peut réprimer une certaine inquiétude face à l'avenir du peuple Québécois. Ce que le passé récent nous laisse entrevoir comme explication devrait nous inviter à de profondes réflexions.

Un premier sujet de réflexion, en raison de la perspective politique qu'il ouvre à notre collectivité nationale, est le fait suivant: les principaux protagonistes du non, n'ont hésité devant aucun moyen pour faire triompher leur cause, qu'il fût légal, honnête, ou foncièrement répréhensible. Jamais, au cours de toute notre histoire, un homme politique n'afficha autant de mépris pour les personnes que le chef du non. Langage souvent disgracieux, pour ne pas dire ordurier, accusations méprisantes à l'égard d'adversaires dont la dignité, par contraste, ne s'est jamais démentie, (pensons à MM. Dion, Drummond, L'Allier, Claude Morin, etc.), et souvenons-nous que le plus clair des discours de cet Alceste fédéraliste consistait à accuser les autres de malhonnêteté, de fraude, de trucage intellectuels! Le seul fait que ce genre d'argumentation ait réussi, puisqu'il fut repris par tant de bonnes gens à travers notre pays, devrait nous faire réfléchir.

Si une campagne aussi haineuse et disgracieuse a pu réussir, n'est-ce pas parce qu'elle pénétrait dans un

terrain habilement préparé d'une part, par la presse écrite et parlée depuis trois ans, et, d'autre part, par le vécu quotidien du fédéralisme depuis cent ans. D'où un second sujet de réflexion: les effets du fédéralisme sur notre comportement référendaire.

N'insistons pas sur le minage systématique, pas toujours très subtil, de la part des médiums d'information (qui exercèrent un véritable terrorisme psychologique), de la confiance des Québécois en leur gouvernement et en eux-mêmes. N'insistons pas non plus sur la campagne inqualifiable des fédéraux, le quasi-silence du clergé, l'intervention étonnante du Père Lévesque, et combien d'autres faits qu'il serait trop long d'énumérer. Au-delà des faits eux-mêmes qui ont contribué à fausser le résultat du référendum, ce qu'il faut retenir, c'est qu'ils furent l'œuvre de Québécois francophones qui se comportèrent comme de véritables valets de la nation "canadian".

Car ce sont malheureusement des Québécois qui ont orchestré toute cette campagne, dont la stratégie était pourtant fort simple: semer la confusion sur le sens de la question, convaincre le gouvernement de fraude et de malhonnêteté, et puis, semer la peur auprès des plus démunis de notre société. Ce sont des Québécois qui ont réussi ce coup de force d'amener leurs concitoyens à douter d'eux-mêmes au point de refuser de prendre en mains leurs propres affaires. Clark et les autres premiers ministres "canadiens" n'ont eu aucune espèce d'influence sur le verdict populaire. Ce fut apparemment une affaire de famille. Nous sommes responsables comme collectivité, aux yeux de la communauté internationale, de cette décision non équivoque et de ce spectacle unique dans l'Histoire.

Mais, est-ce vraiment la voix du Québec qui s'est fait entendre?

Cette campagne de peur, organisée par des Québécois auprès d'autres Québécois, est le résultat d'un siècle de fédéralisme.

Si l'on examine de près un système fédéral associant (si l'on peut dire) deux nations, on se rend compte qu'il a pour effet de dissoudre graduellement la cohésion de la plus petite des deux nations, puisqu'il implique essentiellement une subordination des pouvoirs. Cela signifie, qu'inévitablement, cette domination politique se traduit, dans la pratique, par une domination économique, linguistique et enfin culturelle. Voilà pourquoi un tel système est injuste et fabrique des citoyens de seconde zone. Il suffit de s'arrêter sur le vécu référendaire pour le constater.

1. Ce fédéralisme dominé par une nation a cet avantage de choyer une certaine partie de l'autre peuple qui devient naturellement son meilleur allié et son plus ardent défenseur. Pensons aux 6000 médecins qui ont ouvertement adhéré au camp du non, au Conseil du Patronat, aux chambres de commerce, aux entrepreneurs, enfin à la plupart de ceux qui détiennent une parcelle d'autorité dans notre société, ou un semblant de pouvoir de décision. Les mieux nantis de notre société ne peuvent, avec raison, dissocier leur prospérité personnelle du système politique. La crainte de perdre ce que l'on possède déjà, rend difficile une vision lucide de l'avenir culturel de la communauté. Ici, l'assimilation culturelle est en très bonne voie de réalisation. Certains organes de diffusion ou d'information entre les mains de cette classe sociale n'ont plus de français que la langue, et encore!

2. En outre, les moins choyés économiquement et socialement de notre collectivité s'agrippent aux lambeaux de sécurité qu'offre le système fédéral. Paradoxalement, ce sont souvent les plus durement touchés par le système qui ont le plus de difficulté à en constater les carences. On en vient graduellement à reconnaître la supériorité de l'occupant, à lui attribuer de nombreuses qualités, à s'en croire dépourvu soi-même. Ici, Hobbes¹, a raison contre Rousseau: la force, non seulement fait le droit, mais encore l'honnêteté, la justice, et toutes les vertus.

1. Thomas Hobbes, philosophe anglais du 17^e siècle, auteur de cette théorie politique qui soutient que la force fait le droit.

Ce n'est pas par hasard que le camp fédéraliste, dès la première journée du débat à l'Assemblée Nationale, mettait l'accent sur la fraude et la malhonnêteté du gouvernement québécois. Ces fédéralistes ont compris depuis longtemps la ruse inhérente au système. Plusieurs trouveront toujours meilleur le gouvernement (ou le pallier de gouvernement) qui est le plus puissant dans les faits, quelles que soient les injustices qu'il porte en son sein.

3. La classe moyenne, elle, est partagée. Elle a peut-être plus conscience des injustices collectives du régime. Gageons que la plupart des tenants du oui se recrutaient dans cette classe, indépendamment de l'âge: simples travailleurs, ouvriers spécialisés, syndiqués, techniciens, artistes, professeurs, intellectuels, etc. Cette classe est généralement plus politisée et donc plus apte à saisir l'enjeu du débat actuel. Bientôt, en raison de la généralisation de l'enseignement, elle deviendra plus nombreuse que les deux précédentes; s'il n'est pas trop tard, ce sera sans doute la fin du système actuel.

Cet état d'esprit du peuple québécois est la résultante inévitable du système fédéral, cette perfide invention des peuples conquérants. Il produit nécessairement dans le vécu quotidien une dualité d'appartenance et d'identité; si bien que l'on ne sait plus démêler "le mien du tien". Il donne une illusion de sécurité, de liberté, d'égalité, car il associe le dominé à la force du dominant. D'où un sentiment de reconnaissance du premier à l'égard du second: "Mon beau Canada!" dit-on; ou bien: "Le Canada vous aime, Québécois!", comme si la politique, quand le besoin s'en fait sentir, devenait une histoire d'amour. Après un siècle et plus d'un tel système, la confusion n'existe plus seulement dans les esprits, mais aussi dans les cœurs. Pensons aux pleurs de Mme Chaput-Rolland.

Malgré tout, ces explications ne suffisent pas à rendre compte du résultat du référendum. Car, n'oublions pas que quelques semaines avant la date fatidique, une majorité de oui se dégagait clairement à travers les différents sondages. Environ dix pour cent auraient

changé d'avis au cours des derniers jours. Le sens de ce vote apparaîtra dans les semaines, et les mois à venir. Ou bien ils auront entraîné la nation Canadienne-Française dans une aventure ressemblant à quelque chose comme une louisianisation progressive et inévitable; ou bien, ils auront choisi d'accorder une dernière chance au fédéralisme d'évoluer dans une perspective se rapprochant davantage des aspirations de notre nation.

Dans le premier cas, cela signifierait que nous avons, collectivement, sous l'effet sans doute d'un siècle de fédéralisme, répété l'erreur de George-Étienne Cartier. L'Histoire que celui-ci croyait faire en 1867, tous les historiens sont là-dessus d'accord, était de contribuer à la naissance d'une confédération. Il s'est trompé. Son excuse fut de croire en la cohésion possible de son peuple, advenant une grave crise d'existence. Aurions-nous choisi d'assumer cette méprise historique, sous l'effet du terrorisme psychologique savamment organisé par les fédéraux?

Si telle est la signification réelle du verdict populaire, les conséquences seront désastreuses, non seulement pour la culture française en Amérique et pour les valeurs qu'elle véhicule, mais encore, et cela sera peut-être plus tragique pour ceux qui ont fait penché la balance du côté du non, pour le bien-être des Québécois de toutes origines. Car nous nous serions agrippés à un mirage, le mirage de la prospérité pour un peuple qui n'est, au fond, qu'entretenu (comme le disait Gérard Filion vers 1960) par un système artificiel. Mirage aussi d'une liberté qui ne nous permet pas de nous ouvrir sur le monde selon nos aspirations et notre propre conception humanitaire. Mirage enfin d'une égalité fictive, puisque depuis un siècle, on ne compte plus les injustices vécues à l'intérieur du fédéralisme canadien (domination à la fois politique, économique et culturelle).

Comment en serions-nous venus là après tant de luttes, d'efforts, d'humiliations, de souffrances? Après tant d'espoir chanté, réinventé par nos poètes, nos artistes, nos écrivains? Comment en serions-nous venus à douter à ce point de nos possibilités après les réalisations ad-

mirables de nos ingénieurs, nos techniciens, nos penseurs?

Il est difficile de croire que ce soit là le vrai sens de ce non historique. Ne faudrait-il pas alors poser la question de la légitimité du résultat du référendum? Quel peuple, placé dans les mêmes circonstances, aurait pu résister au véritable lavage de cerveaux opéré par les mediums d'information depuis 4 ans? Quelle population saurait échapper à tant de pressions psychologiques? Quel peuple saurait ainsi éviter la manipulation?

Peut-être devons-nous chercher de ce côté la véritable signification du non qui a semé la consternation chez tous les véritables amis des Québécois?

Pour le moment, je veux croire comme des milliers d'autres Québécois sans doute, que nous entrons dans la vingt-quatrième heure du fédéralisme. L'initiative appartient maintenant au fédéral, comme le disait justement M. René Lévesque, le soir du référendum. Or, le système fédéral canadien n'a jamais été capable dans le passé d'une évolution significative, pour la simple raison qu'un lien fédéral¹ est essentiellement un lien de subordination, de domination. Il constitue en soi et dans le vécu, la négation de l'égalité des peuples et des individus, car il fonctionne selon la règle du nombre et non selon celle des nations.

Dans ces conditions, comment le système fédéral pourrait-il évoluer sans se renier lui-même? Comment M. Trudeau pourra-t-il parler de l'égalité des peuples sans se contredire? ou sans nier que la nation Canadienne-Française soit une nation?

Le jour n'est pas loin où les Québécois, après quelques négociations qui feront ressortir clairement cette impossibilité de changement significatif, de la part du système fédéral, voteront clairement, cette fois lors d'une élection québécoise, en faveur de la souveraineté-association.

Ce sera alors le vrai Québec qui aura fait entendre sa voix.



1. Cf. l'U.R.S.S. et le Canada.

CULTURE, POLITIQUE ET LANGUE

par Viateur Beaupré¹

1. M. Viateur Beaupré est professeur de philosophie au CEGEP de Sept-Iles.

Culture, politique et langue sont étroitement reliées, interdépendantes. Mais la culture englobe les deux autres.

La culture, en effet, si on ne lui donne pas un sens trop étroit, c'est tout ce que l'homme cultive, travaille, transforme, pour aménager sa vie individuelle et sociale. La culture des carottes fait partie de la culture, tout comme la culture des arts, des sciences et de la philosophie. L'organisation sociale, la politique, la religion, le vêtement, la langue, la nourriture, la musique, les métiers, toutes les activités et productions humaines sont parties intégrantes de la culture. Un vigneron qui produit du bon vin, est cultivé, humanisé, civilisé; alors que l'universitaire, s'il distille de la brume mentale avec un alambic verbal hautement sophistiqué est peut-être un Trissotin raffiné; il est surtout un p'tit Jos Connaissant inculte et creux. Quand on visite un pays étranger, toutes les créations de ce pays nous sont utiles pour comprendre sa culture. Et quand un peuple se libère d'un oppresseur, c'est parfois pour sauver sa langue; ce peut être aussi bien pour libérer sa religion, ses coutumes, sa politique, son économie, bref, sa façon de penser, d'aimer, de vivre. Les Américains n'ont pas fait leur révolution pour sauver leur langue. Et chez nous, les Patriotes de 1837-38 revendiquaient bien autre chose que la liberté de langue: ils revendiquaient une liberté globale, totale, leur dignité d'hommes, incompatible avec toute forme d'asservissement, qu'il soit imposé par les baïonnettes d'un vieux brûlot Colborne ou par la magique baguette cynique de l'intellectuel Trudeau, grand champion des libertés nord-sud, mais intellectuellement sourd aux libertés est-ouest.

Au cours de leur histoire, les Québécois ont réduit trop souvent, trop longtemps, leurs revendications culturelles à celles de leur langue et de leur religion. Ils oubliaient qu'un peuple qui laisse à d'autres la culture de sa politique et de son économie, qui se limite à prendre des décisions mineures, est un peuple demi-cultivé, demi-civilisé, mineur et minable. Toutes les productions de sa culture seront à demi avortées, à moitié significantes, pour ne pas dire franchement insignifiantes. C'est ainsi que la langue d'un dominé, d'un

demi-responsable, est l'image parfaite de son être diminué, de sa personnalité décapitée: elle bafouille, bredouille, gribouille et scribouille, s'épuise en vagissements bilingues, quand elle ne va pas jusqu'à se glorifier de ses hennissements poussifs.

De même, les vertus qu'on a tant vantées chez les Québécois étaient des apparences de vertus, fruits de l'impuissance ou de l'obligation, bien plus que des vertus authentiques, qui supposent, elles, un choix libre, fait par un être libre qui prend les risques de se casser et les ailes, et le cou, et le bec, alouette! plutôt que de cultiver les molles vertus insipides des canards domestiqués, bien en sécurité dans leur enclos et qui cancanent: "J'y suis; j'y reste!" Certes, nous n'avons pas à nous reprocher les grands crimes des grandes nations; mais pourquoi? Uniquement parce qu'on nous a toujours tenus en laisse. Nous avons, par exemple, été très très tolérants. Pourquoi? Parce que nos maîtres n'auraient pas toléré notre intolérance. Notre sainte tolérance, non seulement elle était dictée par la peur et l'impuissance, mais elle comportait une forte dose de complaisance servile: bien sûr, nous n'avons pas le choix de laisser ou d'enlever leurs écoles à nos maîtres anglais du Québec; mais nous avons le choix d'y envoyer nos enfants, et, par servilité de commis, nous n'avons pas manqué de le faire.

Cette servilité imprègne et décompose tout, jusqu'aux noms de nos chats et de nos chiens. Car chez nous, chats et chiens, surtout ceux de l'aristocratie, sont presque tous affublés de noms anglais, et diminutifs, par surcroît de gentillesse colonisée. À croire que ce sont les Anglais qui ont inventé les chiens et les chats, comme ils ont inventé les sept océans! Ce qui explique aussi que nos Boisvert, faisant preuve d'un *membersheep*, d'un *leadercheap* et d'un *entrepreneurchips* admirables, soient si facilement devenus des Greenwood; qu'à Trois-Pistoles une boutique porte le nom hilarant de *Trois-Pistoles Électrique*, et qu'à Sept-Iles on trouve à profusion des merveilles comme *Levesque Break and Clotch*. Cocus aux as, mais contents! Du bien bon monde, ces Québécois, qui se félicitent d'être le plus pacifique des peuples, quand on leur mange la laine sur le dos! Belle tolérance, à plat ventre!

Ces valeurs, de soumission détrempées, ont produit des hommes à l'esprit bien soumis et au langage de schizophrènes. Plus ils étaient fendus en deux, plus on les admirait, et plus l'Empire britannique les décorait. Sir Georges-Étienne Cartier disait, avec un grand sérieux et sans doute avec un trémolo d'émotion à la Jean Lesage: "Le Canadien français est un Anglais qui parle français." Ça, c'est du solide! Sir Wilfrid Laurier, aussi sérieux et fier mais plus cynique, disait froidement, à la manière de Trudeau et aux acclamations de tous les Québécois à genoux: "Le Canada est un pays anglais." Voilà. "Avez-vous compris, bande de caves?" qu'il leur disait. Et les Québécois survoltés rendaient à Sir Wilfrid les mêmes hommages qu'ils rendent à Lord Elliott-Trudeau. Ces formules énergiques sont à rapprocher de celle que nous avons entendue lors de la campagne référendaire: "Mon pays, c'est le Canada; ma patrie, c'est le Québec." Imaginez un Français disant avec cette fierté bouffonne et couillonne: "Ma patrie, c'est la France; mais mon pays, c'est l'Europe." Je vous le demande: Se trouverait-il 60% des Français pour l'applaudir? 98% des Français ne demanderaient-ils pas à leur étrange compatriote extraterrestre: "Et ta sœur?"

J'entendais, l'autre jour, un Québécois, pionnier de l'aviation civile chez nous, décrire fièrement son exploit d'aviateur, avec une prouesse linguistique impensable ailleurs que chez nous. Il disait: "J'ai été le premier à voler un avion de Halifax à Chicoutimi". *Voler un avion* sur une si longue distance, voilà qui nous permet enfin de comprendre pourquoi un exalté creux de chez nous a pu écrire: "Ton histoire est une épopée des plus brillants exploits." Un autre exalté, de ma région, celui-là, disait récemment en parlant de Matane: "C'est une ville typique"; mais sentant confusément, dans sa conscience confuse de métis linguistique, que le français était impropre à traduire toute sa pensée confuse, il ajoutait: "Oui, c'est une ville *typical*, comme on dit en anglais". Ce francofun innocent est l'héritier légitime de la formule abâtardie du sire Georges-Étienne Cartier, baronnet du Saint Empire britannique. Comme mon ancien député était l'héritier légitime de notre confusion et de notre culture nationales, quand il disait que M. Bourassa était

un grand homme avec lequel il serait toujours fier de travailler pour.

Si on me dit que c'est sous le poids des terribles contraintes du Destin que nos ancêtres vaincus ont dû plier l'échine et vivre à petit feu, je veux bien l'admettre en partie et adresser à ce foutu Destin quelques injures bien senties. Mais reste ce phénomène contemporain humiliant, qui n'a rien de mystérieux et où le Destin n'a aucune responsabilité: comment expliquer qu'en 1980 la majorité des Québécois s'obstinent à courber l'échine et bêlent un NON, quand on leur demande s'ils veulent être un peuple normal?

J'ai pris un détour un peu long pour dire qu'au Québec enseigner le français, c'est comme semer du blé dans une forêt vierge. Ça donne du blé bien maigre et des galettes coriaces. "Tu veux changer ma langue? Commence par me changer le cerveau", disait Jules Fournier en 1917. J'ajouterais: "Tu veux changer ma langue? Commence par faire de moi un homme normal, un homme libre, en possession de son entière dignité."

Ce qui veut dire, entre autres choses, que si j'enseigne la règle du participe passé ou le mécanisme de l'attribut, je dois en même temps faire voir que la formule lapidaire de Sir Georges-Étienne Cartier est le produit d'un caractère de margarine, et qu'avec des béliers dont le front est ceint de fleurons si glorieux, un peuple de moutons a tout ce qu'il faut pour être au 13^e rang dans son propre enclos où on le surveille avec la baïonnette Colborne, le credo Durham, la corde Riel, les mesures de guerre ou la Constitution renouvelée.

Et alors, cette révision constitutionnelle en cours est-elle une menace pour la langue des Québécois? La réponse est simple: une révision constitutionnelle qui vise à donner à un peuple le quart des libertés et des pouvoirs que doit posséder un peuple pour être normal, cette révision maintiendra la langue et toute la culture de ce peuple dans un état d'anémie chronique. Un peuple qui remet aux autres les trois quarts de ses libertés et pouvoirs essentiels, ne doit pas trop s'étonner si sa

langue, sa personnalité, sa culture sont dans un état de paralysie, vertueuse tant qu'on voudra, mais d'une vertu in-signifiante tant qu'elle pourra.

Il est d'ailleurs significatif que la politique linguistique au Québec fut timide, molle, inconsistante, jusqu'à l'apparition d'un parti politique capable de revendiquer pour les Québécois une libération globale. Libère ton esprit et ta volonté, et tu ne laisseras plus personne te tirer la langue à gauche, à droite, en haut, en bas, comme celle d'un joul aux enchères.

Tel homme, tel langue. Tel peuple, telle langue et telle culture. Si la culture des Franco-Américains, par exemple, n'illumine pas le building de l'ONU, ce n'est pas parce qu'ils ont perdu leur langue: ils ont perdu leur langue, leur personnalité et leur culture, parce qu'ils ont remis à d'autres leurs libertés essentielles. Avec leurs demi-libertés, ils ont survécu, vivoté, pendant une, deux, trois générations; puis leur margarine s'est fondue tout doucement dans le *melting pot* de ceux qui étaient maîtres du chaudron et maîtres du feu qui chauffait le chaudron où mijotait le beau chiard culturel américain.

Aussi longtemps que les Québécois laisseront à d'autres la puissance du chaudron et du feu, il ne faudra pas s'étonner si, de ce chaudron chauffé à blanc, sortent des figurines de jello comme Bourassa, des gargouilles de plastique comme Ryan, des poupées de guimauve comme Michèle Tisseyre, Solange Chaput-Rolland et Renaude Lapointe, bref, tout ce bric-à-brac culturel que le Québec pousse à l'avant-scène quand sonne l'heure des mesures de guerre, du référendum ou des révisions constitutionnelles.

Il y a autre chose que ça au Québec, heureusement. Mais il y a surtout ça, majoritaire à 60%. Et aussi longtemps qu'il y aura cette majorité-là, enseigner le français au Québec suppose que l'on sème de la main gauche, en tenant la hache de la main droite et le fusil en bandoulière. Enseigner le participe passé, mais en tenant un œil ouvert sur notre passé confusément composé; et bien faire comprendre que notre futur ne doit pas être

aussi simple et unitaire que le souhaite Elliott-Trudeau; que notre présent de l'indicatif indique tout ce qu'il nous reste à faire pour être un peuple présent à lui-même et au monde. Faire voir, en expliquant intelligemment le mécanisme subtil de l'attribut, que le plus bel attribut pour un être humain et un peuple, c'est la liberté; que sans cet attribut de la liberté, la langue d'un individu ou d'un peuple sonne creux, parce que sa pensée et tout son être sont à moitié vides. Ça sonne creux comme le sapin creux que Bourassa fit charrier à Paris comme symbole de sa culture. Ça sonne creux comme une fugue en la-la mineur pour cornemuses, Ryan et Yvettes. Ça sonne creux comme les messages fédéralistes-fédéralisants où des mercenaires francofuns nous vantent les grands mérites du Grand Canada multiculturel, avec des voix douces, douces comme... de la cotonnelle ou du White Swan. Le Québécois majoritaire écoute ces rengaines hygiéniques savonneuses, se félicite, s'encante dans son fauteuil de style colonial, et prend sa bière nationale en se chantant à lui-même: "Tant qu'i restra queq'chos' dans l'frigidaire, j'prendrai l'métro, j'farmerai ma gueule, pis j'laisserai faire."

La voilà, dans toute sa splendeur, notre épopée culturelle du frigidaire, chantée par les Yvettes et les artistes du Canal 10. En attendant l'épopée du congélateur que nous préparent Sir Claude Ryan-Halifax et Lord Elliott-Trudeau-Toronto. Tout de même, vive la reine, défenseur de la foi et des Québécois humblement soumis!



TRANSCENDANCE ET CONTINGENCE

par Jean Tétreau¹

1. M. Jean Tétreau a déjà fourni à l'Action nationale de magistrales traductions ou études du russe et du chinois. Ici il nous apporte une étude philosophique où il complète un exposé sur Kant paru ici même, en avril 1979 (p. 688 à 713).

Le 29 mars 1781, il y a deux cents ans, Kant présentait au baron de Zedlitz, ministre d'État du roi de Prusse, la première édition de Kritik der reinen Vernunft (Critique de la raison pure), après un long silence plein de calculs, de réflexions et de méditations. La publication de ce livre (dont la seconde édition devait paraître six ans plus tard) est un des grands événements de l'histoire de la pensée moderne en Occident, au même titre que le Novum organum, le Discours de la méthode, l'Ethica more geometrico demonstrata, l'Essay concerning human understanding, la Phenomenologie des Geistes, l'Introduction à l'étude de la médecine expérimentale ou L'Évolution créatrice.

Ce bicentenaire méritait, avons-nous cru, d'être signalé à l'attention de nos lecteurs. Et nous avons, pour le croire, deux raisons. D'abord, un fait non négligeable: la Première Critique inspire depuis deux siècles les recherches épistémologiques; il suffit pour s'en convaincre de relire les travaux de Jaspers sur Kant. En second lieu, nos propres philosophes, presque tous issus de l'aristotélisme et du thomisme, ont manifesté jusqu'à présent dans leurs ouvrages une ouverture d'esprit qui leur permettrait de reconnaître d'emblée non pas, bien entendu, le bien-fondé du kantisme, du néo-kantisme et de leurs multiples variations, non pas ce perpétuel abus de pouvoir, cette sorte de dictature de l'idéalisme allemand, mais l'importance de Kant comme penseur; cette importance, nous en sommes presque certains, nos propres penseurs la reconnaîtraient malgré tout ce qui les sépare, parfois radicalement, les uns des autres, et malgré les distances souvent énormes que chacun d'eux a prises au fil des ans, volontairement ou non, avec le philosophe prussien. N'en doutons point, en raison de tout ce qui les rapproche comme en dépit de tout ce qui les oppose, François Hertel, Vianney Décarie, André Dagenais, Venant Cauchy, Jacques Dufresne et bien d'autres encore, que nous ne saurions tous nommer, évoqueront au moins une fois cette année le souvenir du privat-docent de Königsberg, à l'instar des philosophes d'autres pays et d'autres civilisations.

Notre collaborateur Jean Tétreau, auteur d'un article sur Kant publié dans cette revue en avril 1979, nous a

communiqué les réflexions suivantes, à l'occasion du bicentenaire en question.

À tel ou tel moment de nos études, nous avons tous eu un professeur de mathématiques qui s'imaginait que nous suivions sans mal ses explications. Il croyait notre esprit capable de courir aussi vite que le sien; et, s'autorisant de cette erreur, il négligeait des détails à son sens inutiles, trop élémentaires ou *allant de soi*, détails pourtant essentiels, aux yeux des élèves, à une parfaite compréhension des problèmes. Eh bien, pour les philosophes de son temps, qui ont souvent très mal interprété sa pensée, Kant fut ce prof. de maths qui va trop vite. Fut-il conscient de ce défaut, si c'en est un? Oui, naturellement. Le doute n'est pas permis à cet égard: en maint endroit de la *Logique*, de *L'Unique fondement possible d'une démonstration de l'existence de Dieu* et d'autres traités, voire de la *Première Critique*, l'auteur nous prie de l'excuser de n'avoir peut-être pas suffisamment développé tel aspect de la question, tout en supposant que nous ferons sans peine le bout de chemin manquant. Et nous le verrons d'ailleurs, dans les écrits de la fin de sa vie (Cf. *Opus postumum*), se croire tenu tantôt de rectifier une position, tantôt d'éclaircir un point, parfois capital. Je n'irais pas jusqu'à dire qu'il y a des failles majeures dans son système; on y découvre cependant plus d'un raccourci où les suiveurs se sont égarés. Il y a peut-être aussi un certain nombre d'ambiguïtés dans cette philosophie. Or tout cela, quand parut en 1781 la *Critique de la raison pure*, qui se présentait du reste comme une espèce de *révolution copernicienne*, ne pouvait engendrer qu'une situation psychologique assez trouble dans les milieux universitaires et scientifiques en général. À son tour, cette situation allait donner lieu, de génération en génération, à une série de malentendus dont le plus grave, jusqu'ici, consiste à considérer Kant comme le démolisseur de la métaphysique, l'ennemi numéro un de l'ontologie. Le positivisme, il faut bien le dire, a contribué largement à accréditer cette fable, nonobstant la doctrine de la liberté que constituait en gros la *Critique de la raison pratique* (1788) et l'indication — contenue dans cette doctrine — d'une voie vers la transcendance.

Loin d'avoir détruit la métaphysique, Kant est lui-même métaphysicien au sens le plus précis du mot; il ne l'est pas moins que Leibniz en tout cas; et s'il ne l'est pas à la façon d'Aristote, il l'est très certainement, par sa théorie des Idées de la raison, à la manière de Platon*. Il n'a pas cherché, il est vrai, à *prouver* l'existence de l'être en tant qu'être ou de l'acte pur, car il ne croyait pas que l'on pût y arriver par les seules forces de l'entendement, dont il s'est employé surtout à établir les limites. En revanche, toute sa morale *suppose* un être suprême, un absolu qu'il ne met pas plus en doute que l'immortalité de l'âme; et même si l'homme reste radicalement incapable de se représenter adéquatement la divinité, la loi morale, qui a sa source dans la bonne volonté, n'en reflète pas moins d'une part un monde suprasensible, transcendant, tout en s'exprimant d'autre part, le plus humainement qui soit, par l'impératif catégorique. Ainsi, moins étranger à son œuvre que ne l'est le Dieu d'Aristote, le Dieu de Kant ne ressemble-t-il pas étrangement au Dieu de Pascal: "Je sais qu'il est, mais je ne sais pas ce qu'il est."

Certes, bien qu'à maintes reprises elle fasse allusion au suprasensible, la *Critique de la raison pure* n'a pas pour objet l'étude de la transcendance, où règne la liberté. Au contraire, le propos de l'auteur m'a toujours semblé être une tentative de définir, le plus complètement possible, le domaine de l'expérience, donc le monde de la contingence où règne la nécessité, mais une nécessité bien spéciale: celle des lois régissant les phénomènes ou ce qu'on appelle plus simplement la nature. (Le terme *transcendental*, que l'on rencontre presque à toutes les pages de la *Critique*, n'y a plus du tout, comme chacun sait, le sens que lui avait donné la *philosophia perennis*. Est transcendantal, pour Kant, ce qui appartient en propre aux structures de l'esprit, structures antérieures à l'expérience et capables de la conditionner.)

Dans la pensée kantienne, il importe de distinguer trois ordres de considérations, sans jamais en négliger

* Voir la deuxième et la troisième sections de la Dialectique transcendante, dans la *Critique de la raison pure*.

un au profit d'un autre, sous peine de mal interpréter ce vaste système, ou encore de n'y rien comprendre.

Il y a d'abord l'ordre de la transcendance. Apparent dans la *Première Critique*, il devient manifeste dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs* et surtout dans la *Critique de la raison pratique*. Il y a ensuite l'ordre de l'entendement. C'est l'étude des concepts, des jugements, de leurs relations avec d'un côté la raison et d'un autre côté avec la sensibilité, qui a son ordre propre, constitué d'intuitions. L'ordre de l'entendement et celui de la sensibilité ne sont pas autonomes: si l'on peut en théorie les envisager séparément, ils n'existent qu'en fonction l'un de l'autre, — pour produire la connaissance. Une connaissance purement sensible, uniquement intuitive, est inconcevable selon Kant, de même qu'une connaissance uniquement conceptuelle lui paraît impossible.

La contingence (temps, espace, phénomènes, expérience en général) est le principal objet de l'entendement et de la sensibilité. La contingence forme une bonne partie du contenu de la *Critique de la raison pure*, livre qui pourtant nourrit la réflexion métaphysique depuis deux cents ans, et dont on n'a pas fini d'épuiser les possibilités philosophiques.

LE FASCISME ROUGE DES MARXISTES DU QUÉBEC

par Doris Lussier¹

1. Animateur et comédien, l'auteur est un ancien professeur de science politique.

Ainsi donc, nous avons nos marxistes nous aussi. Encore une affaire pour donner la frousse à nos bourgeois et faire cailler le lait dans la poitrine de Gilberte Côté!

Les marxistes ont investi nos universités, nos cégeps et nos syndicats, et ils mènent, grâce à la liberté totale d'action que leur laisse notre société démocratique, un combat révolutionnaire dont le but non seulement avoué mais proclamé est de détruire l'ordre actuel pour installer sur ses ruines la dictature du prolétariat.

Pourtant c'était à prévoir. À partir du moment où la société québécoise, sortie de l'obscurantisme autoritaire dans lequel l'avaient immobilisée les cléricatismes de l'Église et de l'État, donnait l'usage de la parole aux citoyens, il devenait inévitable que ceux-ci en profitassent, les fous comme les fins, les démagogues comme les gens sérieux, les énervés comme les sages. Il faut de tout pour faire un monde, et nous avons droit nous aussi à notre quota d'imbéciles, de farfelus et de jean-foutres pour nourrir notre folklore politique. Et puis c'est un bienfait qu'ils aient le droit de se manifester comme ça, au moins, on sait où ils sont et ce qu'ils veulent.

Cela dit, reste le rôle véritable que les marxistes sont appelés à jouer au Québec. Ne nous leurrions pas, ils auront une audience et une influence ici comme ailleurs. Et pas seulement chez les intellectuels marginaux et les étudiants "dévoyés". Car il y a beaucoup de vérité dans leur critique de notre société et une certaine séduction dans leur projet à eux. Et s'il est rafraîchissant de les percevoir avec un certain humour, il serait malsain de ne pas les prendre au sérieux. Ils font partie de nous, ils sont nos concitoyens, et il ne tient qu'à l'intelligence des démocrates que le dialogue avec eux soit fécond et que leur apport politique soit en fin de compte positif.

Le marxisme, c'est trois choses: une méthode d'analyse de la réalité; une théorie qui prétend expliquer la réalité; un projet de société qui veut transformer la réalité.

En tant que méthode d'analyse, le marxisme apporte un éclairage intéressant pour ne pas dire indispensable à

la recherche de la vérité. En tant que théorie qui explique la réalité en disant qu'elle n'est que de la matière en perpétuelle évolution, le marxisme est une hypothèse parmi d'autres et il mérite le même traitement que les autres démarches de l'intelligence humaine vers la connaissance du réel. En tant que projet politique, le marxisme est à la fois une doctrine et une "praxis". Il propose des fins et des moyens: Sa doctrine, c'est le communisme et sa praxis, c'est la révolution.

Pour juger avec justesse et avec justice les hommes et leurs idées, il importe de ne jamais avoir peur des mots. Le communisme ici au Québec nous a toujours été présenté comme une invention du diable. Mais depuis que le diable ne fait quasiment plus peur aux Québécois, il est devenu possible de regarder le communisme sans verres fumés. Or le communisme, en soi, c'est-à-dire non pas en tant que matérialisme — qu'il n'est pas nécessairement, remarquez bien —, mais en tant que projet de société politique qui tend à assurer une juste distribution des biens sur la terre, est moralement aussi valable que bien d'autres projets.

Quand par exemple le communisme propose comme formule de justice économique: "de chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins", il rejoint directement la doctrine de saint Thomas d'Aquin et la pensée des grandes encycliques pontificales qui affirment elles aussi la destination commune des biens matériels. C'est objectivement plus noble en tout cas que la morale capitaliste du profit maximum quelles que soient les injustices sociales qui peuvent en découler. Dans l'ordre de la moralité objective, si l'on compare la valeur des fins qu'ils poursuivent respectivement, le communisme est bien plus juste et plus humain que le capitalisme.

C'est sur le plan de la praxis que les marxistes déraillent et se fourvoient. Qu'ils veuillent transformer radicalement la société par la révolution, moi, je dis bravo, il n'y a rien là de scandaleux en soi: il y a des révolutions qui sont nécessaires. Mais qu'ils veuillent le faire au prix de la liberté politique et au besoin par la violence, là je ne marche plus.

Devant le mal politique contemporain les marxistes ont un diagnostic juste; mais le remède qu'ils proposent pour le guérir empirerait le mal. Ce remède, il est contenu dans un mot: totalitarisme. Le vice essentiel du marxisme, c'est de proposer un État totalitaire. Avec comme corollaire obligé une limitation inacceptable de la liberté des citoyens. Il n'y a pas un démocrate qui peut accepter ça. Pour le démocrate, si la liberté a besoin de l'autorité — même forte, si nécessaire — elle ne supporte pas la dictature. Pour lui la justice peut être instaurée dans le monde autrement qu'à l'ombre de la police secrète et de l'armée.

Ce qui rend partout le marxisme suspect, c'est moins son intention révolutionnaire, que sa méthode d'action. Au lieu de chercher, par la parole civilisée, à convaincre les citoyens que leur projet de société est le meilleur, ils s'ingénient, avec une incompréhensible méconnaissance de la plus élémentaire psychologie populaire, à tout faire pour rebuter ceux qu'ils veulent persuader. C'est navrant de les voir agir. Je pense à leur dogmatisme intransigeant, leur idéologie abstruse, leur vocabulaire hermétique, leur militantisme religieux, leurs rengaines éculées sur la lutte des classes, leur tactique de pourrissement systématique de tout ce qui a à leurs yeux le malheur de bien marcher, leur hantise pathologique de bloquer le système en pratiquant toujours la politique du pire, leur théorie du "pouvoir au bout du fusil", bref, tout ce qui fait que leur mouvement est devenu un fascisme rouge.

Et je ne parle pas de tout ce qui les rend aussi ridicules que nos ineffables "bérets blancs": leurs allures de croisés, de conspirateurs à la manque, de don Quichottes politiques, leur mentalité d'Église militante, intégriste et intolérante, leur manie de s'excommunier entre eux et de se diviser en autant de chapelles idéologiques qu'ils ont de déviations intellectuelles, en un mot, tout le folklore du rédemptorisme communiste. Ça fait kétéine à mourir. Et je ne comprendrai jamais comment il peut se faire que des gens exceptionnellement brillants par ailleurs donnent tête baissée dans ce messianisme de pacotille avec une ardeur de premiers chrétiens. *Le marxisme est vraiment l'opium des intellectuels.*

Je défendrai leur droit à la parole et à l'action démocratique. Mais je trouve pitoyable et tristement infantile le goût congénital que semblent avoir plusieurs d'entre eux de foutre la merde partout où ils peuvent dans le seul but de "fucker le système", comme ils disent gentiment, et de faire suer les capitalistes. Comme stratégie révolutionnaire, je trouve ça plus fou qu'efficace. Car enfin, s'ils veulent que le peuple épouse leurs idées, ce n'est pas en lui faisant peur qu'ils vont y parvenir.

Je doute fort que leur succès aillent très loin chez nous. Outre que le tempérament des Québécois se prête de moins en moins à l'emprisonnement de l'esprit dans des orthodoxies fanatiques et à la conscription pour les croisades, le fait que nous vivions en Amérique du Nord, c'est-à-dire selon une philosophie politique et dans une structure économique qui nous ont quand même valu, malgré leurs graves limitations, un certain état de liberté et de prospérité, rend plutôt problématique leur chance de large percée dans le peuple.

La raison pour laquelle, selon moi, ils ne réussiront pas de sitôt ici, c'est qu'il n'y a pas de situation objectivement révolutionnaire au Québec. Et ce n'est pas en chauffant à blanc le cerveau de quelques centaines d'étudiants et de professeurs ni en masturbant le militantisme de quelques centaines de syndiqués en mal d'activisme qu'on va en créer une artificiellement. Une révolution, ça se produit quand il y a dans la réalité des raisons objectives d'explosion populaire. Ce n'est pas le cas ici au Québec où même nos pauvres sont loin du "lumpen-proletariat". Leur propagande a beau être intense et continue, la réalité québécoise y est moins perméable que les marxistes ne le croient.

De plus, — je ne sais pas s'ils le savent bien, — tous les groupes marxistes d'ici sont infiltrés "à mort" et admirablement manipulés par notre chère et exemplaire G.R.C. Le pouvoir fédéral les utilise en ce moment parce qu'il les considère (avec raison) comme ses alliés objectifs dans sa lutte contre la libération politique du Québec. Il tient sans doute aussi plusieurs d'entre eux pour les mercenaires rêvés qu'il peut payer comme éven-

tuels agents provocateurs servant à déstabiliser le pouvoir québécois.

La grande pitié de nos marxistes, ce n'est pas qu'ils soient marxistes (à condition qu'ils acceptent la règle de la démocratie, ils ont le droit comme tous les autres citoyens de dire ce qu'ils pensent), c'est qu'ils sont en danger de ne plus être Québécois. Ils sont aliénés par leur propre idéologie. Ils deviennent "autres" que ce qu'ils sont. Leurs idées leur font perdre le sens de leur appartenance naturelle à la nation, cette famille dont ils sont pourtant les enfants eux aussi. Leur internationalisme les a déracinés de la terre de chez nous, et notre nationalisme, pourtant si sain, est considéré par eux comme réactionnaire. Leur marxisme en a fait des "étrangers" à qui la tête a fait perdre le cœur. Ils sont devenus des "émigrés de l'intérieur". Dommage... Il y en a beaucoup parmi eux qui auraient pu devenir les éléments les plus valables de notre révolution démocratique.

Mais tout n'est pas fini, tout commence au Québec.



LE PROJET CONSTITUTIONNEL, RÉFORME OU CONTRE-RÉFORME?

*par René Blanchard*¹

1. M. René Blanchard est animateur de la Société nationale du Centre du Québec (Drummondville). Avec l'aide de politicologues et d'universitaires, il a publié deux magnifiques études sur le Livre beige, de Claude Ryan, portant sur les aspects culturels et économiques (449, rue Notre-Dame, Drummondville, P.Q. J2B 2K9).

Le projet Trudeau de réforme constitutionnelle vise le Québec comme foyer national et les Canadiens-français comme peuple. Comment s'y opposer?

La situation du nationalisme n'est pas brillante. Elle ressemble à la situation des années 50: les grandes années de Cité Libre.

Nous sommes divisés sur la notion de nation, sur la souveraineté, sur le fédéralisme, sur le pays à faire. Le résultat du référendum a créé une ambiguïté terrible. Les groupes anglophones et pro-fédéralistes du Québec ont été puissamment aidés de l'extérieur. Le Canada a vaincu le Québec, grâce à des collaborateurs sans vision. Les Québécois francophones ont été investis de l'intérieur et pendant que les collaborateurs se cachent, les résistants se terrent. Sans l'unanimité interne, le gouvernement Québécois n'obtiendra rien à Ottawa. L'histoire l'a prouvé. L'aveugle esprit de parti des Québécois joue encore une fois contre eux.

En 1965, les nationalistes combattaient farouchement ceux qui voulaient un statut particulier. Aujourd'hui, ils demandent presque humblement un régime particulier pour le Québec. Le Livre beige a fait son œuvre! Loin de parler d'accroître les droits du Québec en matière linguistique et culturelle dans une nouvelle constitution, les groupements pour les droits politiques parlent maintenant "de ne rien sacrifier ni réduire quant aux droits essentiels et inaliénables du Québec".

C'est la preuve que le Québec n'a pas évolué politiquement depuis 1867, il est même en perte de vitesse. L'esprit de survivance est plus obnubilant que jamais, aucun progrès n'a été fait du côté de la maturité politique. Au contraire, l'ignorance populaire d'aujourd'hui est plus dangereuse que les calculs intéressés des élites d'hier. Et dans de telles conditions, comment notre sort pourra-t-il être meilleur qu'en 1867? Car on puise la force morale là où elle est, et où est la force morale des Canadiens-français?

Autrefois les valeurs religieuses entretenaient cette force. Le nationalisme y puisait rapidement un moindre

besoin. Le clergé était vite sur la brèche, prêt au combat, articulé et rompu à la sémantique.

Mais aujourd'hui, où le nationalisme puiserait-il sa dynamique? La C.E.Q. fournira-t-elle des leaders éclairés comme le faisaient les anciennes structures de l'enseignement?

Le plus grave, c'est que beaucoup de Canadiens-français semblent se faire à l'idée de n'avoir pas de pays, de n'être pas maîtres chez-eux, de laisser les autres décider de leur condition nationale, se refusant l'autodétermination et l'existence comme nation. Ils se nourrissent de slogan, de promesses: "Parle fort Québec", "Il y aura des changements", "J'y suis, j'y reste".

Même les dirigeants du parti Québécois ne sont plus sûrs que le droit de posséder un pays et de s'y autodéterminer est présent et politiquement rentable auprès des Québécois comme auprès des peuples qui ont une âme et une conscience nationales.

Il recule sans cesse — l'apathie du peuple l'entraîne à des stratégies démobilisantes. Comment un peuple peut-il espérer prendre sa place de cette façon? Contrairement, le peuple juif a su, au cours de sa quête d'un pays, appuyer ses leaders et leur commander même une irréductibilité farouche.

S'ajoute à ce tableau le fait que peu de Québécois sont conscients que le Québec détient la seule carte maîtresse de la nation canadienne-française, la carte politique et qu'ils ont le devoir d'exercer le droit à l'autodétermination pour tous les Canadiens-français. Aucun peuple ne peut se défendre, défendre ses fils, sans un point d'appui politique établi sur un territoire national.

C'est l'évidence même. La démonstration la plus éclatante, faite obligatoirement par-dessus la tête des juristes et des pratiques du droit international, est celle d'Israël, depuis 1945. C'est un truisme de dire que le monde a bien changé depuis 1867!

L'évolution historique démontre que la légitime défense des peuples passe aujourd'hui par l'existence politique autonome, par la présence à l'ONU et aux conférences internationales. Penser autrement, c'est ne pas admettre la réalité. C'est confondre théorie et pratique. C'est développer un humaniste éthéré, un espèce d'universaliste qui a bien sa place en théodicée naturelle, où la référence à l'universalité s'établit à partir de l'égale dignité des enfants de Dieu.

Mais, en politique, tel n'est pas le cas. Le péché capital des intellectuels est de vouloir convertir de force tout le monde, à leur conception humaniste. Le Premier ministre du Canada est en ce sens un simplificateur dangereux.

En plus de provoquer le fanatisme, cette attitude idéaliste conduit à des accrocs terribles aux libertés et à la condition humaine que l'on veut servir.

L'histoire contemporaine est riche en leçons où la recherche du mieux se fait ennemi du bien. Le comportement des dirigeants fédéraux et du Premier ministre Trudeau, en particulier, porte à croire qu'ils voudraient que le Canada ajoute un chapitre à la triste histoire des idéologies politiques qui ont endolorie l'humanité durant les 150 dernières années.

Est-il si difficile de comprendre qu'en démocratie il n'y a plus de place pour le potentat moyenâgeux, le roi de droit divin, le tyran investi du pouvoir de gouverner selon ses désirs, ses phobies, ses philosophies ou ses folies? Mais s'interroge-t-on vraiment sur la démocratie, sur ses exigences profondes autant chez les gouvernants que chez les gouvernés?

La démocratie a justement voulu mettre fin au pouvoir personnel, au mythe du roi, fut-il parfois intelligent et bon, pour ne plus risquer un Néron, une Agrippine, un Louis XVI ou un Jean Sans Terre.

L'évolution peut-elle être réelle si elle ne vient pas de la base, par la volonté de citoyens formés aux choses

politiques, non par le dictat ou des décisions unilatérales d'un premier ministre qui succombe à la tentation de monter sur des trônes que les peuples ont définitivement bannis, ou d'ériger des chartes ou des constitutions en monuments personnels?

Régner est aujourd'hui une insulte à l'histoire, à l'évolution universelle. C'est admettre qu'on n'a pas su créer et organiser la démocratie, ou encore qu'on est en face d'un système qui ne permet pas d'en assurer le dynamisme fécond.

Il en va également du règne des partis politiques qui est tout aussi dépassé et néfaste. Il est tout aussi contraire à l'esprit démocrate de devenir sujet d'un parti ou d'un chef de parti, que sujet d'un individu sacralisé par la navrante pratique de la couronne héréditaire et de droit divin.

L'homme moderne, privé d'enseignement politique, est sujet à la confusion politique. La raison en est évidente: le système économique fait assumer à l'État le dressage technique, mais le même État, contrôlé par les puissances économiques, n'assure pas la formation politique du citoyen. Un endoctrinement simpliste le conditionne au système en place.

L'ignorance de la science politique semble encore être la meilleure façon de contrer l'évolution des masses vers des formes de vie sociale progressives. Pourtant dans les autres sciences, la recherche, l'observation et l'expérimentation sont reconnues comme les cheminements nécessaires au progrès.

Malheureusement, une telle constatation vaut surtout pour le Canada, où le progrès politique est bloqué. Le système actuel ne génère que des changements insignifiants, parce que ceux qui en détiennent les commandes ne peuvent en assumer le ressourcement. Déplacer les pouvoirs d'un palier de gouvernement à un autre est une fumisterie, non un progrès.

Quel homme, quelle femme de bon sens n'admettront pas que toute évolution politique exige en

démocratie, le respect intégral de l'égalité de tous, la disparition du racisme, de l'oligarchisme, du contrôle occulte. De quelle qualité est la liberté d'un citoyen envers un État qui s'est fait pourvoyeur plutôt que protecteur, garde-chiourne d'intérêts particuliers, de privilèges, d'une bureaucratie toute puissante qui a transformé l'état fédéral en vache à lait, devant laquelle une meute famélique a perdu tout sens critique. Dans de telle condition, la qualité politique est-elle possible au Canada? Il faut en douter, et pour longtemps, aussi longtemps que le cynisme et l'arrogance seront de meilleurs atouts pour l'homme d'état, que l'esprit démocrate, la volonté d'association et de compromis, dans l'égalité et la réciprocité qui ont marqué le début de la Confédération.

Pour les Canadiens-français, devra-t-on dire après M. Trudeau, que l'avenir était hier? À moins que la chaleur du nationalisme Québécois fasse fondre la cire qui attache les ailes de ce nouvel Ichare Canadian!



Chronique de la langue au Québec

LES PROPOS DE L'ILLETTRÉ*

* L'auteur n'endosse qu'avec une crainte révérentielle ce nom-de-plume illustré jadis par un Pierre Daviault, mais qui méritait de revivre, et dont la série mensuelle qu'annonce le présent article, se veut un hommage posthume au porteur premier du pseudonyme.

Ivory/Ivoire
Halo
Voix passive

Mercredi
Skimme(u)r
Sande(u)r

Il y a plusieurs semaines, dans les colonnes d'une tribune libre bien cotée d'un journal local, une lectrice éplorée, en plein climat post-référendaire, conjurait à hauts cris quiconque voulait bien l'ouïr: M'expliquera-t-on, enfin, ce qu'est l'assimilation? Qui peut me dire ce que c'est qu'être assimilé? Et ainsi de suite. De ces interrogations éperdues naquit l'idée de la présente chronique.

Pour nous en tenir au strict point de vue de la langue, l'assimilation, c'est parler, et surtout entendre, un langage immergé de mots hybrides, voire purement étrangers, donc ayant évacué tout contenu culturel pour les victimes de cette gigantesque asphyxie intellectuelle et spirituelle. Bref, en regard du ciel traditionnel promis: les limbes, quoi! une vie mutilée, tronquée, diminuée par le sommet. N'en déplaise à la définition pourtant vivace d'un Lionel Groulx: Le Canadien-Français, le plus inassimilable après le Juif.

Nos chères Yvettes n'auront pas de mal à me suivre si j'aborde sans plus la question des savons de ménage: *Tide, Crest, Punch, All*. Je viens en particulier à la populaire marque *Ivory*. Dans les provinces anglophones, tout le monde prononce simplement à l'anglaise, et le tour est joué. Je veux dire que, la francisation du vocable leur étant officiellement interdite, le contenu intellectuel, bien qu'anglais, atteint quand même la matière grise des Français anglophones du reste du Canada.

J'eus au Québec la stupeur de voir prononcer *Ivory*, à la française. Or, que signifie, je vous prie, à l'esprit québécois unilingue, ce mot qui n'a plus rien de commun avec l'ivoire originel, notion de blancheur, d'opulence laiteuse, de splendeur immaculée, des palais ivoirins du Psaume 44/45?

Mais il y a pire qu'*Ivory*. Je songe au shampooing *Halo* (Hélo). Nous voici en présence de l'homographe par-

fait d'une langue à l'autre, le mot s'écrivant de la même manière en anglais et en français. Sauf que le francophone dit *Halo* (Halo). Voyons donc voir la réclame télévisée, traduite dans notre langue, s'il vous plaît, autour du produit que l'on ose y désigner comme le shampoing *Halo* (Hélo), à l'anglaise, au mépris de la définition du dictionnaire: cercle lumineux, couronne brillante qui ceint la tête, auréole, nimbe de gloire et de beauté alentour de la chevelure.

Toujours à propos de réclame télévisée. On m'invitait récemment à de fameux Soldes des Fêtes dans le centre-ville: mobiliers de grand et de moyen luxes, au choix du client. "Tout est vendu, proclamait-on (avec rabais de 20 à 40 pour cent)." En ce cas, pourquoi me déplacer? Il fallait dire, non au passif, mais au nominal: Tout se vend. Si tout est vendu, je me recroise les bras et reste tout bonnement à la maison.

Un directeur de salle de cinéma s'inquiète de savoir si mercredi est invariable ou prend la marque du pluriel dans l'expression: Tous les mercredi(s) soirs. La solution n'est-elle pas des plus simples? Pourquoi ne pas dire, tout simplement: Le mercredi soir, ce qui signifie, en fait, mercredi soir de chaque semaine.

Au fond d'un jardin, fin juin, lors de la remise en place annuelle d'une piscine, un dialogue s'engage sur le ton enjoué. Au jeune compatriote unilingue déjà à l'œuvre sur le terrain, un jeune voisin, Français de France, très aimablement, pour un quart d'heure, s'amène prêter main-forte:

As-tu ta crépine, au moins? — Ma... quoi? — Attends. Toi, tu dois appeler ça... ton "squimmeur".

As-tu ta ponceuse? — Comment? — Pardon, toi, tu dois appeler ça... ton "sandeur".

As-tu...? — Les m...s Français!



L'ASSUREUR-VIE DANS LA CITÉ

par Jean Genest¹

1. Conférence aux assureurs de l'Estrie, le 19 septembre 1980.

Votre première question doit provenir d'une certaine curiosité: "Que vient faire ici un Jésuite? Qu'a-t-il à dire à des hommes d'affaires comme nous?" Aurait-on fait un mauvais choix? N'aurait-on pas dû choisir le président d'une grande compagnie, un ministre ou un haut fonctionnaire, gens qui passent leur vie dans les questions économiques et qui, de temps en temps, donnent des indications utiles?

Personne ne nie donc qu'un meilleur choix eut été possible. Mais il aurait été moins original! Comme vous, je suis expert en assurances, sur la vie. Comme vous, je cherche partout une clientèle. Comme vous, je manque bien souvent mes cibles. Peut-être même plus souvent que vous! En effet, je vends des assurances sur l'éternité. Je veux assurer tous ceux qui cherchent le bonheur absolu et définitif. Et vous, vous assurez tous ceux qui aiment bien cette vie-ci, comme une vieille femme confortable, des héritiers à l'aise, le paiement des dettes et que sais-je encore? Bien de nos arguments sont semblables. En cours de route, je vous présenterai quelques différences.

Profil d'une clientèle

Quel est votre public? Le public des assureurs-vie est, de préférence, celui des jeunes mariés. Ceux-là, même si notre civilisation des polyvalentes ne leur a pas appris l'orthographe, possèdent quelque idée de la vie et, surtout, des responsabilités, qu'entraînent la vie et une famille. Ce public préféré ne doit pas nécessairement être riche mais vous aimez trouver chez lui les qualités d'assiduité au travail et un revenu assuré... Vous n'aimez pas les nomades, les vagabonds, les communards, les gens sans ressources connues. Honnêteté et travail sont, pour vous, des vertus essentielles. En effet, sans elles, que feriez-vous, que ferions-nous tous? Vous êtes pour une civilisation du travail et du salaire vital pour tous.

Or, ces éléments sont très répandus. Votre clientèle, d'après les publications du surintendant des assurances, dans ses statistiques de 1978, représente 3,000,000 de Québécois assurés sur la vie. En termes économiques, cela représente plus de douze milliards en nouvelles assurances et un milliard et demi de dollars en primes

versées en 1978, à vos compagnies, aux mutuelles et aux coopératives d'assurances-vie, qui font affaire au Québec. Environ la moitié de la population du Québec paierait en assurances-vie, un trentième du produit national brut. Il y a là un fait majeur: ensemble, les assureurs-vie représentent, au Québec, une puissance sociale et une puissance économique de très grande importance. Pourtant cela ne décrit pas tout votre impact sur la Cité.

Ainsi, on calcule qu'en 1978, les entreprises d'assurances-vie auraient investi plus de dix milliards de dollars dans l'économie du Québec, 27% en obligations des différents gouvernements, 31% en hypothèques et 37% en titres de sociétés. L'État avec ses difficultés chroniques, l'industrie et la famille avec leurs difficultés temporaires, trouvent en vous une aide puissante. Ce rôle est trop peu connu car les entreprises d'assurances sont dispersées, concurrentielles, sans unité et sans programme social d'envergure. Le fractionnement de vos entreprises enlève à votre voix, la vigueur et la planification désirables. Toutefois, notre tableau d'ensemble est un pré-requis à tout programme d'action dans la Cité.

Vous représentez donc dans la Cité, une force de stabilisation et une force de motivation pour maintenir la continuité entre les générations, la sécurité par les investissements et un gage de progrès pour tant de projets où vous êtes présents comme des partenaires silencieux.

D'abord auprès des individus que vous assurez: la vente d'une assurance-vie à un jeune couple défuse, chez nos jeunes de la classe moyenne, ce qui peut leur rester du complexe d'Oedipe. Bien des jeunes deviendraient révolutionnaires, voudraient se débarrasser rapidement de leur père ou de leur mère pour toucher un capital sous forme d'héritage. Ou chômeurs, ils voudraient l'euthanasie pour tous les plus âgés, afin d'avoir la sécurité d'emploi et un revenu assuré. À cette jeunesse-sans-limites, l'assureur-vie garantit, sous forme d'une assurance, la capacité de surmonter le complexe d'Oedipe car, alors, chaque jeune peut devenir à lui-même son propre père, le propre père de son avenir. La

jeunesse, avec vos garanties, est appelée à forger elle-même son avenir et sa sécurité. Vous corrigez ainsi les rêves, les impulsions et les actions déviantes. Vous rendez plus attrayante la vie sociale et l'adaptation à la vie de citoyen. Vous donnez, du moins aux prévoyants et aux raisonnables, la capacité d'envisager un bonheur humain et vous libérez des énergies pour des travaux utiles à la société. Puis grâce au très grand nombre de clients que les entreprises privées ont assuré, vous avez acquis une vaste expérience. Vous avez été, et vous continuez à l'être, les pionniers d'un fondamental travail d'éducation sociale. Vous avez montré, à au moins la moitié de la population québécoise, que les responsabilités économiques rendent les familles saines et fortes. Non seulement les adultes sont devenus plus responsables et sûrs d'eux-mêmes mais ils sont devenus plus capables d'entreprendre et de défier les coups du sort.

Par ce type d'éducation, vous avez apporté un correctif au capitalisme libéral. Ses principes du laisser-faire et du laisser-passer mettaient les masses à la merci des barons financiers et des écumeurs-pirates. Au fur et à mesure que se développaient les classes moyennes, vous les avez intéressées à se délivrer du cycle des sept vaches grasses et des sept vaches maigres. Vous avez enseigné à planifier une vie entière et à prévoir une vieillesse à l'abri du besoin, grâce à l'épargne systématique. Sans ce travail d'éducation, les déclarations des Nations unies et nos Commissions des droits de l'homme resteraient vaines car la générosité des intentions proclame plus de droits que de possibilités de les exercer. Rien ne remplace la sécurité et la force tranquille que donne la propriété d'une assurance sur la vie.

Regroupées par des compagnies, des mutuelles et des coopératives, nos familles évitent les désastres qui, hier, les mettaient à la merci de petits potentats grugeurs et des grands Nabuchodonosors de tous les temps.

Les socialistes, par une juste opposition à ces cancers du capitalisme libéral, ont voulu changer les assurances commerciales en assurances sociales. Faire de l'État la puissance capable de distribuer le bonheur à

tous, du berceau à la tombe. L'État est devenu, chez eux, la Providence universelle. Au lieu d'éduquer chaque personne au plein usage de sa liberté et de la convaincre de ses responsabilités, il a préféré obliger tout le monde, imposer à tous. Sous sa face extrémiste et marxiste, il tombe infailliblement dans le totalitarisme, lequel habitue tout le monde à la dépendance et à l'aliénation. Les Juifs de Russie qui arrivent en Israël et les Cubains qui débarquent en Floride manifestent des signes surprenants d'atrophie de leurs ressources humaines: ils ont été si habitués à tout attendre de l'État et à patienter dans les longues filées exigées par les bureaucraties, qu'ils paraissent avoir oublié ce fait: c'est la personne humaine qui est la source des décisions, c'est la personne humaine qui est le point de départ des entreprises.

Votre importance passée n'arrive pas à cacher que nous sommes arrivés à une sorte de plateau économique, plein d'embûches et de désillusions. Nous n'avons pas encore à craindre une guerre qui détruirait dossiers et coffre-forts et nous entraînerait à une banqueroute forcée. Mais nous rencontrons, de plein fouet, deux circonstances qui remettent en question votre place dans la Cité. Il s'agit de l'inflation sans limites visibles et du rôle envahissant de l'État. Considérons d'abord l'inflation.

I — L'inflation

Dans le monde actuel, comme assureur pour la vie éternelle, je ne puis pas dire que je crains l'inflation. Je présente le bonheur éternel, le bien absolu: en cela il ne peut y avoir d'inflation. Mais, à cause de l'athéisme et de l'indifférence contemporains, je rencontre plutôt une récession des convictions religieuses et des forces spirituelles. Actuellement je dois traverser un temps de dépression. Et ce n'est pas drôle!

C'est tout le contraire pour les assureurs-vie. Vous rencontrez une inflation galopante. C'est que le monde industriel contemporain ne peut vivre sans de terribles quantités de ressources matérielles et de ressources énergétiques. Autrefois, pour en prendre possession, les peuples de la terre, n'hésitaient pas à faire la guerre, à s'emparer de territoires et à exploiter les voisins jusqu'à

"la corde". Aujourd'hui les nations d'Occident préfèrent payer. Mais jusqu'à quand? L'inflation n'est pas drôle!

Les pays industrialisés maintiennent de grandes armées. Ils assument des politiques sociales contre le chômage et la maladie, pour la famille et la vieillesse, pour l'éducation et le bien-être social et tout cela nous conduit au point critique du craquement financier. Les inquiétudes du monde occidental sont aiguës; pendant combien de temps encore pourront-ils faire face à toutes les obligations assumées au 20^e siècle?

Payer les matières premières nécessaires pour nos industries et payer les différentes forces d'énergie qui font marcher nos industries, exige des capitaux et des impôts qui augmentent au-delà du tolérable. Nous payons en prix de plus en plus élevés et en bureaucratie de plus en plus complexe et coûteuse. Payer nos impôts à l'État devient si primordial qu'il ne nous reste plus rien pour payer nos mensualités aux entreprises d'assurances-vie. Là est la tragédie.

Il y a vingt ans, combien de compagnies d'assurances-vie promettaient à leurs clients ou sociétaires, un revenu de \$300 par mois à partir de 65 ans. Promesse publicitaire qui signifiait le bonheur en 1960. Aujourd'hui, elle ne signifie plus rien car le citoyen contemporain connaît bien la valeur de l'argent en 1980 mais il ignore totalement la valeur de ce même argent dans dix ou vingt ans d'ici. Inquiet et désorienté, notre contemporain perd le sens de l'épargne et acquiert le sens de la dépense, le goût du crédit. L'emprunt, même à des taux d'intérêt prohibitifs, demeure une tentation permanente. Il voyage, achète une automobile, une maison à la campagne et il s'intéresse moins à l'assurance-vie, aux résultats trop lointains.

L'argent, en perdant toute stabilité, nous donne un avenir incertain. On se réfugie dans l'immédiat. L'âge d'or de l'assurance serait-il passé? L'inflation, à cause de la flambée des matières premières dont les plus connues sont le pétrole, le blé, les métaux, le bois, l'or, enlève jusqu'à la capacité d'épargner. De plus en plus, se diffuse

l'idée subtile qu'il revient à l'État de s'occuper de l'avenir. Revenons-nous à la fable de Lafontaine où les animaux se cherchaient un roi? L'homme moderne n'assimile-t-il pas l'enfant à un voleur de son bien-être familial? Le travail de la femme ne favorise-t-il pas moins l'arrivée de l'enfant, qu'un super confort matériel. Ces trois menaces nous tenaillent.

Plus s'allonge la période où l'argent perd de sa valeur, plus nombreuses deviennent les justifications exigeant des hausses de salaires. La justice sociale nous oblige à accepter la plupart du temps ces hausses de salaires mais cela ne favorise pas, semble-t-il, un plus grand nombre d'assurances-vie. On accuse volontiers les pays producteurs et les entreprises de distribution du pétrole, de l'inflation économique mondiale mais, il faut tenir compte aussi des hausses du blé et des céréales, du minerai de fer, du bois, du cuivre, etc. L'humanité ne dépense-t-elle pas près de cinq cent milliards de dollars en armements de toutes sortes? Nous y gaspillons nos richesses naturelles de telle sorte qu'il n'y a pas seulement les baleines, les phoques et les aigles condors à être menacés d'extinction mais aussi toutes nos richesses naturelles car l'homme moderne apprend durement que sa planète est très petite et que les richesses qu'elle transporte, ne sont pas indéfinies ni indéfiniment renouvelables.

Devant une humanité inquiète, fébrile et gourmande, l'inflation joue un rôle de déséquilibre et de déstabilisation. L'homme et la femme planifient avec moins de "raison" et avec moins de portée. Ces attitudes domineront vraisemblablement cette décennie. L'assurance-vie sera d'autant plus frappée que la natalité n'augmentera pas la population et la clientèle éventuelle.

II — L'État

Mais ce qui rend la vie des assureurs-vie encore plus difficile, c'est la concurrence que les entreprises privées, mutuelles et coopératives doivent subir de la part de l'État. Son action sociale ne cesse de s'étendre... L'État est même devenu le principal assureur général. Quelles sont les raisons de cette montée fulgurante de l'État,

dans les pays industrialisés, en ce qui regarde l'assurance?

Cette ingérence de l'État dans le domaine social demeure une des grandes caractéristiques de notre vingtième siècle. La grande crise économique de 1929 à 1939, la diffusion de la pensée socialiste et les deux grandes guerres mondiales sont les causes principales de l'action étendue de l'État dans le domaine des assurances. Dès 1920, un socialiste français, M. Albert Thomas, fonde et dirige, de 1920 à 1932, le Bureau international du travail (BIT). Son rôle fut énorme à cause de la chaire internationale qu'il occupait à Genève. C'est lui qui, par un souci humanitaire très profond, dégagea les six grandes caractéristiques de tout régime de sécurité sociale: *être obligatoire, universel, général, distributif, gratuit et étatisé.*

En Angleterre, en pleine guerre, un autre socialiste, Lord William Henry Beveridge, écrivit un plan de sécurité sociale selon lequel tout Anglais se voyait protégé du berceau à la tombe par l'État. Le Canada suivit cet exemple et l'appliqua sans une once d'originalité. À cause de la confusion des pouvoirs, les questions sociales créèrent une situation spéciale. En principe de philosophie fédérative, les questions sociales devraient relever des provinces mais le gouvernement d'Ottawa prit les devants. Il utilisa l'universalité et la généralité du bien-être social pour accélérer sa centralisation. Il justifiait ainsi sa mainmise sur les impôts directs concédés par les provinces à l'occasion de la guerre. Il débalance les délicats rouages des pouvoirs entre les provinces et le gouvernement central. Il remet en question le fédéralisme.

Nous voici au Canada avec un régime obligatoire, universel, général, gratuit et étatisé de bien-être social. La moitié de notre population recourt encore aux entreprises privées pour assurer son avenir mais l'autre moitié, celle qui a été négligée, qui n'a pas de revenus suffisants, celle qui crée le problème social, dépend entièrement de l'État. Pensons, par exemple, aux gens de l'âge d'or.

L'État, sous la pression des circonstances, par humanitarisme aussi, est venu à l'aide des plus démunis. Il a appliqué les grandes règles du socialisme généreux: l'égalité entre les hommes n'exige-t-elle pas une administration universelle du bien-être social? Ce que l'initiative privée n'a pas pu ou n'a pas su entreprendre, l'État l'a fait avec vigueur. Le résultat de ces mesures, c'est que les programmes sociaux obèrent tellement les budgets du fédéral et des provinces que le citoyen canadien est un des plus taxés dans le monde. Délivré de la misère, il est content de dépendre. Mais parfois il semble qu'une guerre future fera s'écrouler toutes les assurances de l'État comme un paquet de cartes. Le travail et le salaire sont généralement bons au Canada mais le quotient de jouissance est assez réduit, précisément à cause des impôts. Les jeunes s'opposent aux plus âgés. Les classes moyennes voient la précarité de leur situation. Par les impôts d'un côté et par la politique distributive de l'État, elles se voient menacées d'extinction. Si nos classes industrieuses disparaissent, l'État n'aura fait qu'augmenter la masse des dépendants absolus.

L'accoutumance au régime des assurances par l'État nous conduit à une nouvelle conception du citoyen. Habitué graduellement à la tutelle de l'État, à ses impôts, il se croit de plus en plus dispensé d'organiser sa vie. À l'État d'y voir, répond-on. Les jeunes se présentent au travail en demandant des salaires exorbitants... Les grèves font miroiter chez les grévistes des possibilités de régler toutes les difficultés de la vie par des exigences qui dépassent les bornes. Bref, le travail, la compétence, l'épargne, la patience pour constituer un capital, perdent leur importance. On pratique l'absentéisme, le gaspillage et un certain m'enfichisme généralisé. Le sens social s'émousse. L'individu ne se sent plus responsable de l'organisation de sa vie ni de son vieil âge. Il s'habitue très tôt à crier vers l'État. Impatient, il parle de lutte des classes. Il simplifie tous les problèmes. Les volontés perdent leur efficacité... La fibre morale se brise facilement. Il y a comme une mise en tutelle générale. *Les changements sociaux ont entraîné un changement des structures mentales.*

Les assureurs-vie ont donc à faire face à ces bouleversements sociaux et culturels. Ils doivent trouver leur place dans un monde divisé entre les initiatives privées et les initiatives d'État. En termes clairs, cela veut dire que votre politique ne doit plus s'adresser seulement aux individus, aux familles et aux petits groupes sociaux mais elle doit envisager les problèmes de fond. Vous avez à faire valoir quelques idées essentielles à vos fins. J'en vois deux principales.

1 — Promotion de la famille

La première est la promotion de la famille. Trêve de conneries sur la famille! Dès qu'elle se défait, nous avons un signe évident de décadence pour un peuple. La paternité et la maternité responsables contribuent à des développements essentiels de la personne humaine, en termes de volonté, de cœur au travail, d'énergies à longue portée, de responsabilités assumées et de générosité quotidienne. Quand la famille est solide et prospère, vous aussi vous prospérez. Voulez-vous savoir si un pays est équilibré et solide? Regardez ses assureurs-vie! S'ils se déplacent en Cadillac, tout va bien. S'ils voyagent en motocyclette à deux cylindres, tout va mal! Cependant, si vous ne voulez pas que vos clients croient leurs mensualités exagérément élevées, n'utilisez pas trop votre Cadillac! Comme quoi, vous êtes condamnés ou cordialement invités à la modestie perpétuelle!

Rappelez-vous ceci: de 1957 à 1974, nous avons traversé au Québec une baisse presque continue des naissances, soit de 144,686 à 89,364. Nous aurions dû atteindre 300,000 naissances en 1974. Or, en 1977, les naissances ne s'élevaient qu'à 93,400.

Pour mieux comprendre comment les volontés et les cœurs sont atteints, réfléchissez qu'une enquête, en 1971, révélaient que la majorité des femmes du Québec ne voulaient pas dépasser 2.5 enfants en moyenne. En 1976, ce chiffre avait encore baissé. "De juin 1971 à juin 1976, le Québec aurait eu besoin de 50,000 naissances supplémentaires pour que son taux d'accroissement naturel soit le même qu'ailleurs au Canada" (Georges C.

Savard: La natalité et le contexte démographique du Québec. Conseil des Affaires sociales et de la famille. Février 1979. Dossier, p. 22.).

Le Québec est donc en train de vieillir rapidement: "Alors que l'âge central de la population s'établissait statistiquement à 29.5 en 1971, il a été *projeté* à 30.5 ans pour 1975, à 32.2 pour 1985, à 34.9 ans pour l'an 2000 et à 37.9 ans pour l'an 2025" (*Idem*, p. 35). Ce changement dans la structure des âges amène des conséquences comme celle-ci: "Vers 1991, dans à peine onze ans, les personnes âgées requerront 6,500,000 journées d'hospitalisation, soit 49% du total. Or on évalue les coûts de construction à \$40,000 le lit, et les frais de fonctionnement à \$125 par jour par lit occupé" (Dubuc: *La Presse*, 8-9 septembre 1978).

Aussi la Commission des droits de la personne recommandait-elle de faire de la maternité, l'objet d'un régime universel d'assurances (Renée Rowan, *Le Devoir*, 29 septembre 1978). La maternité est devenue un acte volontaire pour les deux partenaires du mariage. Devant les égoïsmes et les difficultés modernes, surtout économiques, rien ne vous empêche de la rendre attrayante et de rendre valable, par une publicité de bon goût, un humanisme qui fait sa place à tout l'humain. L'assurance-vie redeviendrait une obligation morale de toute famille responsable. *Il vous faut donc développer une politique de la famille et de la jeunesse.*

II — Promotion de l'entreprise privée

La deuxième idée essentielle est la promotion libre de l'assurance privée. C'est vrai, l'État joue aujourd'hui un rôle important, nécessaire, décisif dans presque tous les domaines de l'assurance mais votre part aussi est importante. Plusieurs des caractéristiques sur lesquelles sont basées les assurances sociales de l'État, se sont révélées relativement fausses. Par exemple le principe de la gratuité des assurances ainsi que celui de l'obligation et de l'universalité. Il faut apporter des correctifs car la lourdeur des impôts nécessaires pour maintenir ces principes maintient des charges excessives envers les individus, les familles et les petites entreprises. Le monde

industriel ne prospérera que par des investissements et les investissements viendront en grande partie d'un relâchement d'impôts.

Vous avez donc des arguments très forts en faveur de l'initiative privée. Votre part du marché ne cessera de diminuer si l'État continue ses envahissements ou augmente ses impôts. Ainsi pourront coexister deux formes d'assurances qui ont fait leurs preuves et qui sont indispensables à la bonne marche sociale et économique d'un pays.

Conclusion

Voilà deux réformes importantes à prôner. Voilà votre rôle dans la Cité. La Nouvelle-Zélande ne s'en tient-elle pas à un régime social fondé sur la preuve du besoin? Le Danemark ne refuse-t-il pas l'obligation universelle? Par ces exemples ne pouvons-nous entrevoir des chemins à explorer pour diminuer les pressions étatiques? Nos achats collectifs de richesses naturelles, et surtout d'énergie pétrolière, deviennent si énormes que nous pouvons nous demander: jusqu'à quand pourrons-nous aider nos mal nantis et nos gens de l'âge d'or? Il faudra inventer de nouveaux principes, moins rigides et qui laissent plus de place à l'initiative personnelle et familiale. Par là, chers amis, vous avez une participation décisive à jouer dans le Canada et le Québec d'aujourd'hui. Il me reste à vous souhaiter une bonne assurance-vie éternelle et le bonheur dans l'autre monde et à vous dire Amen ou Bonne Chance!



AU FIL DE L'ACTUALITÉ

par Patrick Allen

Une pensée claire

Il faut lire — et même relire — l'article de Pierre Trépanier dans *L'Action nationale* (janvier 1981, p. 364): "*Une pensée claire au service d'un projet collectif nécessaire*". La pensée sereine invite à la réflexion. Son actualité se raccroche à un idéal dur à atteindre. La conclusion est à retenir:

"Dans l'immédiat, il faut parer au plus pressé: 1) neutraliser l'offensive fédérale; 2) empêcher les libéraux de prendre le pouvoir à Québec (la loi 101 serait menacée); 3) éviter les luttes intestines au sein des forces nationalistes et indépendantistes; 4) serrer les rangs autour du Parti québécois; 5) amener ce dernier à axer d'abord sa stratégie sur la solidarité culturelle des Québécois, avec vigueur, imagination et conviction, ce qui n'exclut pas la justice".

L'auteur veut ainsi donner au 20 mai dernier sa "véritable dimension historique", un simple obstacle, non une impasse dans le long cheminement des Québécois vers la liberté. Avec Pierre Trépanier, évitons la démobilisation, luxe "que nous ne pouvons pas nous permettre".

Pas de vote libre, dit Trudeau!

Le parti, la ligne du parti, deviendra le joug! Il faudra voter dans l'obéissance ou se démettre! Le vote ne sera pas libre pour les libéraux fédéraux ni aux Communes ni au Sénat, lorsqu'arrivera le projet de résolution constitutionnelle. Trudeau veut des vassaux.

Ne pas plier et ne pas se soumettre peut évidemment être désastreux pour un député libéral au fédéral! Ces derniers ont déjà les genoux passablement râpés!

Il ne s'agit pas d'une question de conscience, dit Trudeau, comme l'avortement ou la peine de mort. Pourtant ne s'agit-il pas de la loi fondamentale du pays? Les députés n'auront pas le droit de voter selon leurs convictions propres?

Que fera Louis Duclos, député de Montmorency? Que feront les autres dissidents, car les 147 députés

libéraux aux Communes ne peuvent pas tous être moutons à ce point? Si le Canada est malade, c'est que le pays a un virus! Extirpons Trudeau et les députés retrouveront l'honneur!

Montréal ou Toronto?

Le *Globe and Mail*, de Toronto, (National Edition, 21 janvier 1981) fait du bien à lire. On y louange notre Commission du transport métropolitain!

En effet, la passe CAM (carte autobus-métro), à circulation illimitée, ne coûte que \$17 à Montréal. Le même service coûte \$29 à Toronto.

La conséquence est que la motivation en faveur de l'utilisation du transport en commun est beaucoup plus forte à Montréal. La diminution des automobiles améliore la circulation dans le centre-ville et minimise les effets de la pollution. Les personnes à faible revenu sont encouragées à utiliser le transport en commun. Bref, Montréal devient un exemple pour Toronto!

La politique de Reagan et les finances?

Quand les Américains ont le rhume, les Canadiens éternuent! Cette blague rappelle le rapport étroit des liens économiques du Canada avec les États-Unis.

Or le candidat Reagan vient de promettre aux siens de leur redonner la force économique des années 50, la supériorité militaire, la réduction du chômage et de l'inflation. Quelles seront les conséquences de ces promesses? Un tableau illustre la situation en *milliards de dollars* pour les années 1981 et 1982, aux États-Unis. Pour bien l'interpréter, rappelons que la population américaine atteint 225 millions de personnes et que les dépenses prévisibles seront d'environ 663 milliards en 1981 et de \$740 milliards en 1982. La comparaison avec le Canada: 24 millions de personnes (le Québec: 6.5 millions). Les dépenses d'Ottawa oscilleront entre \$55 et \$60 milliards par année (le Québec oscillera entre \$13 et \$15 milliards).

TABEAU
Dépenses du gouvernement américain (en milliards)

	<u>1981</u>	<u>1982</u>
Intérêts sur la dette	80.4	89.9
Santé	66.0	74.6
Énergie	8.7	12.0
Environnement	14.1	14.0
Assistance aux vétérans	22.6	24.5
Transports-Communications	24.1	21.6
Enseignement-Éducation	31.8	34.5
Défense	161.1	184.4
Assistance sociale	231.7	255.0
Autres dépenses	22.3	28.8

L'analyste de ce tableau (*Time* — *The Weekly Newsmagazine* — 26 janvier 1981) estimait que 75% des dépenses prévues dans ce budget étaient incompressibles. Le nouveau président des États-Unis ne pourra rien changer à ce 75%. Rien de spectaculaire ne changera à court terme.

Le Canada pourra craindre que les coupures toucheront notre politique d'exploitation des richesses naturelles, notre lutte contre les pluies acides et autres formes de pollution de l'environnement, les pêches côtières et océaniques, le protocole d'entente sur l'automobile et les tarifs douaniers.

Sans alliés auprès du gouvernement de Washington, le gouvernement canadien, au cours des quatre ou cinq années à venir, perdra des plumes. Les exportations deviendront plus dures à moins de trouver de nouveaux débouchés.

Viellissement et rajeunissement

Les pays à faible natalité sont riches; les pays à forte natalité sont pauvres. Voilà un slogan admis par les démographes en pantoufles.

Le *Nouvel Observateur* (12 janvier) publie un débat entre Lissolo et Durand. L'article de Lissolo ramasse les vieilles légendes et les peurs des capitalistes libéraux. Il

évacue facilement le problème du non-remplacement des générations.

La réponse de Durand montre que "le vieillissement de la population nous condamne à l'immobilisme par insuffisance des forces sociales nécessaires pour changer de route". Les rénovations n'arrivent pas par les vieillards. Les jeunes représentent l'actif essentiel d'une société. La seule condition est de leur permettre d'être créateur et humain.

Raymond Blais au Mouvement Desjardins

"À 46 ans, M. Raymond Blais, le nouveau président de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins, accède à un des postes les plus difficiles et les plus exigeants du monde économique québécois", écrivait Claude Beauchamp dans *Les Affaires* (24 janvier).

Sous la direction de son prédécesseur, Alfred Rouleau, les actifs des institutions financières représentées par la nouvelle Confédération du monde coopératif ont quadruplé en neuf ans et atteignent maintenant \$13 milliards.

M. Raymond Blais "devra trouver une ligne de conduite qui satisfasse à la fois les caisses, les technocrates, les épargnants et les clients du Mouvement Desjardins, sans oublier l'État".

Il faudra un leader de stature peu commune qui voit non seulement à la croissance et à l'efficacité du Mouvement mais qui développe, par l'éducation des membres, une pensée vraiment coopératiste. La phase de consolidation et d'expansion ne doit pas faire oublier les principes à la base d'une coopération: la liberté et l'égalité. *L'Action nationale* souhaite au nouveau président un succès à tous les niveaux.

Le capital de risque

Nos inventeurs, nos entrepreneurs, nos dirigeants de petites et moyennes entreprises ont souvent d'un capital

qui, dans un moment difficile, peut permettre une trouée décisive ou un gouffre. Il faut, à ce moment-là même trouver le capital et l'aide qui permette le succès. Si le capital de risque n'est pas là, c'est tout le Québec français, en cette époque de transition économique, qui reste bloqué, entravé par un conservatisme étroit.

Quatre institutions financières ont décidé de créer ce type de société qui offre des capitaux dits de risque: la Banque nationale du Canada, le Groupe SGF, la Caisse de dépôt et de placement du Québec et La Laurentienne.

Les objectifs de la nouvelle société consistent à procurer un financement approprié à des entreprises prometteuses, constituer une source de capitaux orientés vers l'innovation et la technologie de pointe et réaliser un rendement élevé sur les investissements.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Yves Duhaime, se réjouit, avec raison, de cette initiative (*La Presse*, 17 janvier 1981). Le développement industriel a besoin de créateurs et de capital.

Manquons-nous d'initiative?

Le ministre d'État au développement économique, M. Bernard Landry, a servi aux ingénieurs une sérieuse mercuriale. Il met en doute notre capacité d'initiative: "J'en ai marre de discuter seulement avec des intérêts étrangers lorsque le développement des ressources du Québec est en cause. Nous ne sommes pas tout à fait satisfaits du comportement de l'entreprise privée face à la mise en valeur de notre patrimoine économique. Il y a 3000 mégawatts disponibles en électricité à des fins industrielles et, pourtant, nous n'avons reçu aucune offre québécoise sérieuse".

Il tourne le fer dans la plaie: "C'est pareil avec la mise en valeur des gisements de silice: il est impensable que nous n'ayons pas d'industries du verre avec tout ce que nous avons de matière première et d'énergie".

Aurions-nous un blocage idéologique? Aurions-nous peur de nous lancer dans des chemins industriels

nouveaux? Les sociétés étrangères sont prêtes à investir: pourquoi pas nous?

Les grandes écoles universitaires de gestion et de génie ont leur part de responsabilité ainsi que le patronat et les Chambres de commerce locales et régionales. Le salaire minimum trop élevé fait-il peur? Les syndicats? Et pourtant, la richesse est là!

Perspectives économiques

Le Devoir et *La Presse* ont publié, en janvier, de volumineux suppléments sur les perspectives économiques de 1981. Les documents sont faciles à consulter et offrent une multitude de réflexions intéressantes.

Dans *Le Devoir* (22 janvier), signalons un article sur la politique monétaire d'Ottawa par Pierre Fortin; l'américanisation de l'entreprise québécoise par Michel Nadeau; le redressement du secteur manufacturier par Luc de Passilié; l'instabilité des taux d'intérêt par Guy Glorieux; la productivité en 1981 par Fernand Gauthier; une crise alimentaire par Mario Dumais; la dénatalité et la maison unifamiliale par Alain Lapointe; les projets de Bâtir le Québec par Bernard Landry et A. Thellier; et que d'études sur nos régions économiques comme la Gaspésie, l'Estrie, l'Abitibi, l'Outaouais, le Saguenay, la Côte-Nord et le Centre du Québec.

Dans *La Presse* (10 janvier), des spécialistes examinent les problèmes de l'habitation, de l'alimentation, des transports dont cinq grands dossiers (Nordair, le transport en commun à Montréal, le port de Montréal, Mirabel et les trains LRC), l'énergie, la fiscalité, la publicité, les taux d'intérêts, le placement, l'économie canadienne, l'économie américaine, etc. On étudie aussi Montréal, les régions et les petites et moyennes industries, au Québec.

Ces cahiers méritent une attention spéciale de la part des étudiants et de leurs maîtres, quelles que soient les orientations prises. Ces deux journaux nous ont donné des pièces de choix: à nous de les utiliser. On ne pourra

plus dire alors que les francophones boudent les questions économiques.

Le Conseil du Patronat

Sa crédibilité, avec M. Ghislain Dufour, comme porte-parole, est de plus en plus une question et un problème. M. Dufour ne croit à une amélioration économique que s'il y a changement de gouvernement.

Or il prétend parler au nom de 142 entreprises dont 43% sont francophones et 57% anglophones. C'est assez symptomatique: il parle surtout au nom de 57% des entreprises anglo-canadiennes. Il est délégué politique de l'*Establishment*.

Il a fallu que M. Bernard Landry, ministre d'État au développement économique, rétablisse les faits. Les investissements dans la fabrication industrielle et dans l'entreprise privée, la croissance des exportations et l'ensemble de l'économie ont été plus élevés au Québec, en 1980, qu'en Ontario et même que dans l'ensemble du Canada.

Quand M. Dufour n'est pas content, il se livre à un petit jeu de sondages parmi ses membres à 57% Anglo-Canadiens (*L'Establishment*) et il nous livre ce que ses maîtres pensent. Leurs intérêts vont rarement dans le sens des intérêts du Québec!

Montréal, vache à lait du Canada!

Les grands leaders économiques de Montréal n'ont pas favorisé le Québec par leurs investissements mais plutôt le reste du Canada. Ces grands leaders sont surtout les Anglo-Canadiens.

Voyez, par exemple, la géographie des communications. Vous constatez deux choses: un important réseau de voies ferroviaires, avec raccordements et pénétration, en Ontario; et le maigre réseau du Québec par rapport aux voies canadiennes transcontinentales.

La disparité économique entre l'Ontario et le Québec a commencé par une disparité ferroviaire et routière. Le

Canadian Annual Review (1908, pages 380 et suivantes) le signale et M. W.A. Weir s'insurge contre les investisseurs vivant à Montréal et qui ignorent à peu près complètement les grandes possibilités que leur offre le Québec. *Les grandes maisons anglo-canadiennes ne pensent pas en termes de développement du Québec mais en termes de développement des provinces anglo-canadiennes. Le Québec ne les intéresse pas: "L'argent de Montréal est envoyé dans les autres régions du Dominion"*.

La même année, un autre homme d'affaires déplorait l'absence d'un *chemin de fer qui relierait Roberval à la Baie James*. Ce chemin de fer permettrait l'exploitation des mines de Chibougamau (cuivre et fer), les forêts et les mines de la Baie James.

Parlant de la région de la Baie James, en 1907, J.G. Scott, gérant général du chemin de fer du district du Lac-Saint-Jean, déclarait "que si la province de Québec désire occuper son poids économique dans la Confédération, la seule condition d'y arriver est de développer et de peupler le territoire de la Baie James, d'en transformer toutes les ressources".

C'était prophétique. Nous sommes les héritiers de ces négligences et de ces aberrances. M. Angers, qui a tant insisté sur les moyens de communications au Québec, avait des alliés anglophones sans le savoir. Il est temps que le *Canadian Pacific* et le *Canadian National* commencent à s'occuper vraiment du Québec! Leur gestion au Québec provoque à l'indépendance!

Un bacc international

On vient de recommander au gouvernement du Québec un baccalauréat international. Le programme vise les enfants de cadres étrangers ou internationaux. L'enseignement des langues suit les règles suivantes: accent sur une langue première, forte présence d'une deuxième et la troisième au choix de l'étudiant.

Le baccalauréat international est largement répandu en Europe. Surtout en Suisse. Il est implanté à New York et devient ordinaire dans tout milieu ouvert aux organisa-

tions internationales. Ce n'est pas un projet contre la loi 101 mais une initiative en faveur de Montréal. C'est à suivre!

La diplomatie d'Ottawa?

En décembre 1980, à Dakar, les pays francophones devaient fonder un forum international un peu semblable, au point de vue culturel, au Commonwealth britannique.

Fiasco. Le Sénégal a dû contremander cette réunion. Pourquoi? Parce qu'Ottawa refuse de donner au Québec, seul pays français d'Amérique, une représentation à part entière. La France appuie le Québec. Dakar fut donc un échec à cause "de la mésentente Ottawa-Québec sur la représentation québécoise et de l'insistance de la France pour que satisfaction soit donnée au Québec".

À Ottawa, où gouverne une majorité anglo-saxonne à 75% anglo-canadienne saupoudrée d'une mince couche de laquais canadiens-français, on voudrait déterminer ce qui convient et ce qui ne convient pas à l'expansion dans le monde de la culture française! Il y a là un illogisme flagrant.

Jean-Éthier Blais (*Le Devoir*, 17 janvier) dit ce qu'il pense: "Le gouvernement canadien continue quand même à agir et à étendre sa diplomatie zizanesque (qui crée la zizanie!). On a l'impression qu'il s'agit non pas de construire mais de détruire, de créer une situation de fait qui rende impossible toute participation du Québec aux affaires internationales françaises".

M. Blais montre la menace à peine voilée de la majorité anglophone de miner ainsi, sous la baguette de Trudeau, la légitimité francophone en ce pays. Aussi quand le premier ministre du Canada déclare: "Seuls le Québec et la France ne comprennent pas ma politique" (*La Presse*, 13 janvier), on se demande s'il faut en pleurer ou en rire! Seuls les valets ont encore fait la courbette devant les caprices de M. Trudeau et, pour mieux montrer leur entière et souveraine soumission, ils ont décidé de boycotter une réception française! Il n'y a qu'à Ottawa où le ridicule ne tue pas!

Trudeau est-il un traître?

Dans ses commentaires sur le volume *La réponse du Québec* au projet Trudeau de rapatriement unilatéral de la constitution (Éditions Libre Expression, \$8.), M. Roger Duhamel écrit (*Le Devoir*, 17 janvier) que le public se trompe sur la personnalité véritable du premier ministre Trudeau.

D'après M. Duhamel, cet homme "n'a jamais trahi que ceux qui ont voulu l'être plus ou moins sciemment". Et il explique: "Dès les débuts de sa carrière météorique, il n'a eu recours à aucun masque, il a affiché une franchise brutale et implacable. En somme, il rejette en toute probité nos aspirations les plus profondes, il cherche l'unicité d'un peuple canadien dépouillé de tous ses attributs ethniques, il envisage l'émergence d'un groupe humain miraculeusement guéri de toutes les cicatrices de l'histoire. C'est une vision qui peut avoir sa forme de grandeur, bien que chimérique et artificielle; elle a le tort de ne pas coller à notre réalité concrète. La chair et le sang l'emportent toujours sur les concepts abstraits, colifichets des esprits désincarnés".

Très bien dit. Mais si M. Trudeau n'est pas traître à lui-même parce qu'il ne se dédit pas et qu'il est constant avec ses jongleries désincarnées, ne reste-t-il pas traître envers la nation française, à laquelle il dit se rattacher, mais qu'il ne comprend pas, qu'il ne respecte pas et à laquelle il cherche à causer tout le tort possible en la maintenant dans la dépendance de la majorité anglo-canadienne?

La vraie fête au Forum

Le 11 décembre 1980, plus de 15,000 personnes, venues de tous les coins du Québec, ont envahi le Forum de Montréal. Manifestation de solidarité contre le rapatriement unilatéral de la constitution.

Le dévouement fut explosif, joyeux, intense. Ce fut une des plus grandes manifestations populaires et nationalistes des dix dernières années. Comment donner suite à cette manifestation? Une pétition retentissante

d'un million de signatures? Une mobilisation des esprits contre le carcan qu'Ottawa veut infliger au Québec? Une offensive contre Trudeau et ses libéraux chiens-couchants? Tout cela et plus encore!

Dialogue Nord-Sud

Que vient faire ce dernier tour du Tiers-Monde entrepris par M. Trudeau? Une quinzaine de pays sont obligés de le recevoir. Une tempête de neige dans les Alpes (où il a le temps de skier et de faire le touriste) l'arrête-t-il? Qu'importe! Il supprime un ou deux pays sur son agenda: ça n'a pas d'importance. Ce commis voyageur doit leur dire, à tous, comment il faut gérer leur pays et le monde!

Quel esprit lucide ne reste pas sceptique devant ce voyage de plaisir? Du Lagos, Gilbert Lavoie écrit dans *La Presse* du 10 janvier: "Pour une grande partie de l'électorat canadien, plus préoccupé par la hausse du coût de l'essence et du panier d'épicerie, le périple international de M. Trudeau pour relancer le dialogue Nord-Sud entre les pays industrialisés et le tiers monde, n'a guère plus de sens que la situation ridicule dans laquelle s'est placé le premier ministre en devenant la victime d'une tempête de neige qui l'a retenu prisonnier dans les Alpes autrichiennes pendant trois jours, compromettant sa mission dans deux pays".

À Ottawa, le ridicule ne tue pas!

Me Gil Rémillard et les événements

Le rapatriement est-il essentiel? L'ancienne constitution ne pourrait-elle rester et mourir à Londres? Tout le projet Trudeau n'est-il pas un masque pour introduire dans la constitution des changements dont personne ne veut excepté lui-même?

Voilà ce que pense un éminent professeur à la faculté de droit de l'Université Laval, Me Gil Rémillard (*Le Devoir*, 10-12-14-19 janvier). Il résume sa pensée: "Après le référendum, nous devons dire que les Québécois désirent cette autonomie (celle des Lesage, Johnson, Bourassa et Lévesque) dans un cadre fédératif. Cepen-

dant pour ce faire une réforme constitutionnelle complète s'impose dans le sens d'un compromis capable de *satisfaire la spécificité du Québec*. Dans le cas où une telle réforme s'avérerait impossible, il n'est pas dit que le 20 mai 1980 n'aura pas été le premier pas du Québec vers son indépendance".

Le beau gâchis du fédéral

"En se mêlant de ce qui ne le regarde pas (l'éducation), le fédéral a fait un beau gâchis", écrit Lysiane Gagnon (*La Presse*, 27 janvier).

Elle ajoute: "La menace que fait peser sur notre fragile équilibre linguistique son projet de charte est pire encore que celle que représente le projet de programme des libéraux provinciaux".

Faut-il voir là une allusion aux déclarations où M. Ryan, chef du parti libéral provincial, ne cesse de prendre la défense de l'anglais? Les attaques de M. Ryan contre la loi 101 sont-elles autre chose qu'une illustration de son asservissement à *L'Establishment*? Quand on veut le pouvoir, toutes les armes sont bonnes, semble-t-il, mais quelles conséquences M. Ryan va-t-il s'attirer!

Le gâchis d'Ottawa n'apporte rien aux minorités françaises. L'Ontario n'est pas obligé de respecter sa minorité française. Le fédéral et Ryan veulent accroître encore les privilèges et les avantages dont jouit la minorité la plus favorisée du Canada. Ils veulent paralyser le développement culturel de la seule province où les francophones peuvent vraiment s'affirmer politiquement.

Cet aveuglement du gouvernement fédéral, en passant par Trudeau, Chrétien et Lalonde, nous promet un malaise social et culturel qui durera tout le vingt-et-unième siècle. Vraiment, nous assistons à une crise de bêtise politique!



UN TÉLÉGRAMME

Vendredi, 30 janvier 1981, c'est-à-dire au lendemain du fameux rapport Kenshaw, du Comité parlementaire britannique sur les Affaires extérieures, où était condamnée l'action unilatérale de Pierre Elliott-Trudeau, la Ligue d'Action nationale envoyait un télégramme à tous les députés francophones du Québec à Ottawa et mettait le doigt sur le remède à apporter à la maladie du Canada:

“La Ligue d'Action nationale vous demande, comme un devoir national, de faire corps comme représentants du Québec à Ottawa et d'exiger la démission de Pierre Elliott-Trudeau qui trahit les intérêts du Québec”.

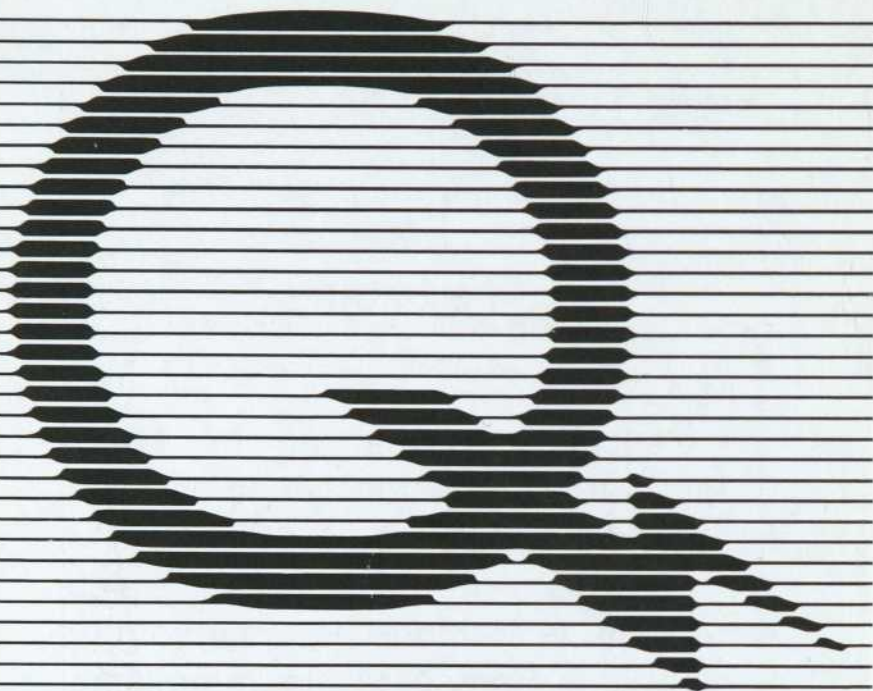
Les députés francophones à Ottawa ont montré suffisamment qu'ils n'auront pas ce courage. Mais ils sentent le vent électoral tourner de façon fort dangereuse pour eux s'ils continuent à appuyer servilement et abjectement un Pierre Elliott-Trudeau atteint de la manie des grandeurs et de quelque paranoïa demeurée jusqu'à maintenant plus ou moins sous contrôle. Le Québec se sent de plus en plus profondément trahi!

Mercredi, 11 février 1981.

UN MÉMOIRE

L'excellent article de M. Michel Brunet: *Le fédéralisme canadien vu de Londres*, paru dans L'ACTION NATIONALE de février 1981 (p. 451 à 463), est devenu le *Mémoire* de la Ligue d'Action nationale, présenté à la Commission parlementaire du Québec sur le rapatriement de la Constitution.

Il est court. Il vise l'essentiel. Par ses silences, il trouve in-signifiant le servilisme des députés québécois à Ottawa. Par ses citations il éclaire sur la philosophie du fédéralisme.



Hydro-Québec

assure

l'avenir énergétique

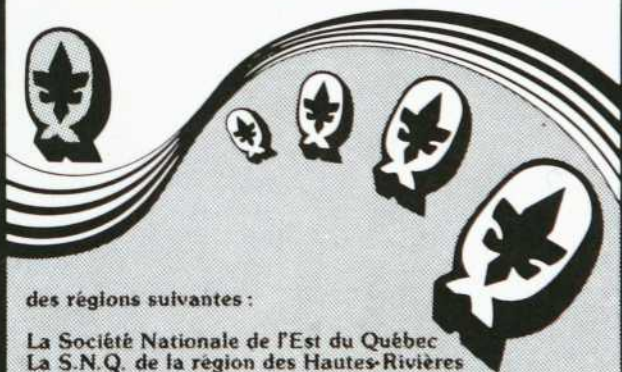
des Québécois

*Nous souscrivons avec fierté
à l'Action Nationale*

LA QUÉBÉCOISE

SOCIÉTÉ SECOURS MUTUELS

UNE INSTITUTION D'ASSURANCE-VIE
AUX SERVICES EXCLUSIFS DES MEMBRES
DES SOCIÉTÉS NATIONALES DES QUÉBÉCOIS



des régions suivantes :

- La Société Nationale de l'Est du Québec
- La S.N.Q. de la région des Hautes-Rivières
- La S.N.Q. de la région de l'Outaouais
- La S.N.Q. de la région Saguenay Lac St-Jean
- La S.N.Q. de la région de l'Amiante
- La S.N.Q. de la région Richelieu St-Laurent
- La S.N.Q. de la région Richelieu-Yamaska

Jean-Melville Rousseau
3166, rue Lacombe,
Montréal P.Q.

02-82

H3T 1L7



Saviez-vous que depuis toujours, « La Solidarité » réinvestit ses actifs dans l'économie du Québec.

la Solidarité, c'est notre assurance-vie!

C'est important quand on veut que notre argent travaille pour nous autres.

La Solidarité 
Compagnie québécoise d'assurances sur la vie

BEAUCEVILLE, CHICOUTIMI, QUÉBEC, RIVIÈRE-DU-LOUP, RIMOUSKI,
SHERBROOKE, AMOS, LONGUEUIL, DRUMMONDVILLE, LAVAL
